******

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE L’ESSONNE

**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE**

**2 rue Ambroise Croizat**

**91039 EVRY CEDEX**

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX RELATIFS AUX CLOISONS ET FAUX PLAFONDS POUR LA CAISSE PRIMAIRE D’ASSURANCE MALADIE DE L’ESSONNE.**

**ACTE D’ENGAGEMENT**

**ACCORD 341/22/01**

ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.124-4 DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

SOMMAIRE

[1. OBJET 3](#_Toc146287104)

[2. DESCRIPTIF TECHNIQUE DU BESOIN 3](#_Toc146287105)

[3. PARTIES CONTRACTANTES 27](#_Toc146287106)

[4. TEXTES APPLICABLES 29](#_Toc146287107)

[5. FORME DE L’ACCORD 31](#_Toc146287108)

[6. DURÉE DE L’ACCORD 32](#_Toc146287109)

[7. PRIX DE L’ACCORD 32](#_Toc146287110)

[8. STIPULATIONS D’ORDRE GENERAL 46](#_Toc146287111)

[9. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D’OUVRAGE 65](#_Toc146287112)

[10. CLAUSE RESOLUTOIRE ET CLAUSE PENALE 67](#_Toc146287113)

[11. CONTENTIEUX 74](#_Toc146287114)

[12. ELECTION DE DOMICILE 75](#_Toc146287115)

[13. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE 75](#_Toc146287116)

# OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation occasionnelle de travaux concernant les cloisons et faux plafonds dans les immeubles détenus par la Caisse primaire d’assurance maladie de l’Essonne, y compris en milieu occupé.

Le présent document a pour objectif, notamment, de fournir les informations requises sur la définition du besoin, les niveaux de performances attendues, ainsi que les contraintes à respecter pour répondre aux besoins fonctionnels et techniques exprimés.

|  |
| --- |
| Il est expressément convenu que le titulaire a pris connaissance de l’intégralité des pièces de l’accord. Le titulaire, en tant que professionnel, doit être en capacité d’apprécier l’étendue des prestations, et, avec un soin et une diligence appropriés, les exécuter en parfaite conformité avec les clauses, lois, règlements en vigueur et mobiliser toute la main d'œuvre, y compris la supervision de celle-ci, ainsi que les outils et autres éléments, de nature provisoire ou définitive, nécessaires pour cette exécution. |

# DESCRIPTIF TECHNIQUE DU BESOIN

Dans l’optique des aménagements possibles de ses locaux ou du remplacement d’équipements désuets, vétustes ou obsolète, la **Caisse Primaire d’Assurance Maladie de l’ESSONNE** procède à la contractualisation d’un accord-cadre qui lui permet de demander, au gré de ses besoins, l’intervention d’une entreprise de menuiserie apte à réaliser des travaux concernant les cloisons et faux-plafonds.

Un accord-cadre avait déjà été attribué le 22 mai 2023 sous la référence 341/23/02 pour les mêmes objectifs, mais il s’est terminé prématurément en raison d’une décision de ne pas renouveler ce contrat en l’état à partir du 22 mai 2025. Le présent accord s’inscrit donc dans une logique de remplacement du contrat en cours.

Dans le cadre des travaux, le projet devra prendre en compte les objectifs de performance imposés et les besoins exprimés par la maîtrise d’ouvrage.

La maîtrise d’ouvrage sera susceptible de mandater, sur ses chantiers :

* Un contrôleur technique (CT) chargé des missions adéquates au regard des enjeux.
* Un coordonnateur en Sécurité et Protection de la Santé (SPS) au cas où plusieurs entreprises seraient amenées à collaborer sur le chantier.

## Nature et consistance des obligations

En application de l’article 1103 du code civil[[1]](#footnote-1), le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l’exécution des bons de commandes et marchés subséquents.

|  |
| --- |
| Une telle obligation de résultats implique qu’il soit garanti au maître d’ouvrage le parfait achèvement des prestations dans les délais contractuellement convenus et que l’état de fonctionnement, l’esthétique ainsi que la conformité des prestations achevées ne donnent lieu à aucune réserve. Un défaut constaté par rapport à l’un de ces résultats attendus implique que le titulaire soit en capacité de démontrer un cas de force majeure ou le fait du maître d’ouvrage ou le fait d’un tiers pour ne pas être contractuellement tenu responsable du préjudice associé. |

Les documents contractuels n’ont pas vocation à faire l’inventaire exhaustif des moyens nécessaires au parfait achèvement des prestations : toutes les prestations s’entendent toujours toutes sujétions comprises, complètement exécutées et parfaitement finies. En conséquence, le titulaire devra toutes les opérations et fournitures nécessaires à la bonne et entière réalisation de ses obligations. Il est réputé avoir dû tenir compte, dans ses calculs, de toutes les sujétions de mise en œuvre que ses obligations peuvent induire, y compris vis-à-vis des tiers. En aucun cas, il ne pourra faire état d'une omission, d'une mauvaise interprétation du dossier, de contraintes spécifiques à certains sites, pour refuser l'exécution de tout ou partie de ses obligations.

Sachant que les interventions pourront être réalisées en milieu occupé, le titulaire devra s’assurer de la meilleure coordination possible avec les services du maître d’ouvrage et ce, afin de réduire le plus possible la nuisance générée par les prestations.

Les prestations confiées au titulaire seront d’ampleur variable : le maître d’ouvrage se réserve la possibilité de demander l’intervention du titulaire sans aucune obligation quant au volume de la prestation.

## Périmètre des prestations

Le titulaire devra être en capacité d’exécuter les ordres de service qui lui sont adressés par le maître d’ouvrage, dans le respect des délais et dès attribution de l’accord.

* + 1. **Périmètre géographique**

Font partie des ouvrages concernés par le présent accord-cadre l’ensemble des biens appartenant au maître d’ouvrage ou occupés par lui dans le département de l’Essonne.

|  |
| --- |
| **IMPORTANT** :  L'entreprise accordera toute son attention, pendant la durée de sa prestation à réaliser un travail soigné en toute discrétion sur des **sites occupés**.  L’activité des sites restera prioritaire par rapport à l'exécution des chantiers. La gêne occasionnée par les travaux devra être minimisée autant que possible. De plus, une attention particulière devra être apportée sur la sécurité, et principalement dans les zones d'accueil du public, lors de la mise en place de la signalisation et du balisage. |

Par défaut, les travaux (remise en état et nettoyage des lieux compris) seront exécutés pendant les heures d'occupation des locaux, entre **7h30** et **18h30.** Les travaux de percement devront obligatoirement être réalisés sur la plage 7-8 heures ou après 18 heures.

|  |
| --- |
| **Le titulaire ne pourra refuser d’exécuter les travaux nécessitant moins d'une journée d'intervention**, mais pourra prétendre, en contrepartie, à une indemnité fixe et forfaitaire complémentaires consistant en un forfait de base, invariable quel que soit le nombre de personnel mobilisé pour ces chantiers.  Ces éléments forfaitaires sont indiqués dans le bordereau de prix unitaire annexé à l'acte d'engagement. Ils pourront être actualisés de la même façon que les prix unitaires.  Si nécessaire, le titulaire devra pouvoir être sollicité pour des interventions de nuit ou pendant le weekend, auquel cas un supplément pourra être négocié dès l’établissement du devis. |

* + 1. **Périmètre technique**

Les ouvrages à réaliser sont décrits, poste par poste dans le bordereau de prix unitaires. La description des ouvrages est donnée à titre indicatif et n'a aucun caractère limitatif. En tant que technicien spécialiste, l'entrepreneur se doit de mettre tout en œuvre pour garantir le respect des obligations mises à sa charge par les pièces contractuelles.

Pour l’exécution des prestations, lorsqu’il le pourra et que cela n’entrera pas en contradiction avec les choix et l’harmonie visuelle voulue par la maîtrise d’ouvrage, le titulaire privilégiera :

* Le **confort sonore**, qui implique un niveau d’atténuation du son favorable à l’environnement professionnel et à l’usage qui en est fait,
* Le **confort visuel**, qui implique la meilleure diffusion possible de la lumière naturelle et une luminosité constamment suffisante pour un travail sur outil informatique,
* La **commodité des lieux** au regard de l’usage qui en est fait,
* Éventuellement, des meilleures **performances énergétiques**.

Une attention sera à porter par le titulaire sur l’accessibilité PMR et le confort des espaces, au plus proche des règles applicables aux locaux ERP.

L’usage de matériaux issus de matières organiques[[2]](#footnote-2) et de matériaux recyclés devra être privilégié lorsqu’il permet d’atteindre des performances et une durabilité similaires.

* + 1. **Apport de matière par le titulaire**

Le maître d’ouvrage peut imposer au titulaire la marque et les références des matériaux ou produits mis en œuvre lorsqu’il est nécessaire de garantir une compatibilité fonctionnelle avec l’existant ou lorsqu’un autre choix aurait pour effet de rompre l’harmonie esthétique des lieux.

|  |
| --- |
| **IMPORTANT** :  L’attention du titulaire est attirée sur le fait que les coloris, épaisseurs, largeurs d’ossatures et toutes les autres dimensions ou caractéristiques des produits fournis devront être strictement identiques à celles des éléments existants auxquels ils sont adjoints, sauf dérogation expresse accordée par le maître d’ouvrage.  Dans le cadre des travaux de peinture prévus par le lot 1, le choix des tons des différentes peintures brillantes ou satinées sera laissé au maître d’ouvrage. |

Pour l’assister dans ce choix, le titulaire sera tenu de fournir les échantillons de peinture dans les gammes qu’il propose, et devra faire les applications et essais qui lui seront demandés. Le titulaire fournira systématiquement l’ensemble **des fiches de toxicologie des échantillons** qu’il propose.

Dans tous les autres cas, le titulaire choisit librement le fabricant, la référence voire le type de matériaux et produits de construction qu’il emploie pendant les travaux. Ces références devront malgré tout se conformer aux exigences des présentes clauses de l’accord-cadre. À défaut, les matériaux ou produits utilisés pour la réalisation des ouvrages qui ne correspondent pas aux prescriptions techniques contractuelles sont prohibés, à charge pour le titulaire qui ne respecterait pas cette obligation de devoir procéder à ses frais à la mise en conformité de la prestation.

Toutes les matériaux et produits proposés devront notamment :

* avoir l’indice de protection et le degré de réaction au feu satisfaisant aux prescriptions de la réglementation E.R.P., le contrôle du maître d’ouvrage ne dégageant pas le titulaire de sa responsabilité à ce titre,
* être contractuellement garantis par le titulaire, à compter de leur mise en œuvre, sur une période dont la durée égale ou excède, en fonction du régime applicable, la durée de la garantie « dommage ouvrages » ou de la garantie de bon fonctionnement, étant précisé que les usages abusifs ou les actes de malveillance sont exclus de cette garantie,
* être tout à fait neufs, de première qualité, présenter toutes les garanties de bon fonctionnement et être conformes aux normes françaises rendues obligatoires au moment de leur mise en œuvre et ce, tant du point de vue de leur fabrication, que de leurs caractéristiques, de leur montage ou de leur mise en œuvre,
* être de fabrication suivie et courante, de façon à ce que leur disponibilité en France soit assurée dans des délais inférieurs à 2 semaines, et présenter un caractère universel de telle façon qu’ils soient disponibles chez la plupart des fournisseurs ou fabricants généralistes,
* être recouverts ou accompagnés d’une protection anticorrosion pour ce qui concerne les pièces métalliques de l’installation ou des produits apposés sur de telles pièces, sans frais supplémentaire,
* être dosés, calibrés ou réglés, pour ceux qui nécessitent une telle intervention, préalablement à un usage courant, de façon à prévenir tout risque de dysfonctionnement ou de dégradation ultérieurs,
* être appliqués, installés ou posés conformément aux spécifications techniques fixées par le fabriquant,
* être conformes aux normes exigées par les directives européennes 89/336 et 92/31 relatives à la compatibilité électromagnétique,
* ne pas présenter d'incompatibilité avec l’existant ou avec les colles ou fixations employées.
* bénéficier d’une certification ACERMI ou équivalente en ce qui concerne les matériaux d’isolation.

Les matériaux et produits fabriqués exclusivement par le titulaire ou pour son compte sont exclus. Plus généralement, si le titulaire ne peut garantir l’absence d’exclusivité sur leurs conditions d’approvisionnement, il lui incombe d’en proposer d’autres qui ne présentent pas ce défaut.

Chaque fois qu'un produit est annoncé comme respectant un label de qualité quelconque ou une norme, celui-ci ou son emballage devra porter une marque en attestant. Le titulaire sera tenu de fournir les justifications de provenance et de qualité qu’il propose avec des échantillons chaque fois qu’un matériau ou un produit est contrôlé par le maître d’œuvre.

Au cas où les composants d’un ensemble installé ne proviendraient pas d’un même constructeur, le titulaire qui l’a installé serait tenu pour seul responsable d’un mauvais fonctionnement ou de toute autre défectuosité qui pourrait résulter d’un mauvais assemblage. De plus, si un fabricant fournit une liste d’installateurs agréés, le titulaire doit être mentionné dans cette liste. À défaut, il devra fournir une attestation au maître d’ouvrage provenant du fabricant.

* + 1. **Cloisons**

Le titulaire interviendra pour la fourniture, le déplacement et la dépose ou la démolition de cloisons de tous types pour le maître d’ouvrages.

***La pose des huisseries des menuiseries intérieures est toujours incluse dans les prix.***

|  |
| --- |
| **IMPORTANT** :  Les angles saillants seront protégés par une baguette en tôle galvanisée toute hauteur ou par une bande armée, dont la fourniture et la pose sont prévues au présent lot. L’ensemble des plaques seront de type hydrofuge dans les locaux humides. |

* + - 1. **Cloisons amovibles**

|  |
| --- |
| **IMPORTANT** :  L’attention du titulaire est attirée sur le fait que les travaux intéressant les cloisons modulaires et amovibles ne se limitent pas à la fourniture de nouveaux panneaux.  Dans le cadre du présent accord, la **fourniture** inclut systématiquement la **livraison** et la **pose** de panneaux et d’armatures divers servant au cloisonnement des espaces du maître d’ouvrage.  Il est également attendu du titulaire qui soit en capacité de **déposer** et de **redéployer** ou d’**évacuer** les cloisons modulaires déjà installées dans le cadre d’opérations de réaménagement.  Le titulaire doit la fourniture de tous les panneaux mentionnés dans le BPU. Il existe toutefois trois catégories de cloisons amovibles sur lesquelles les chantiers vont principalement reposer. |

* + - * 1. **Type AZ 78mm de chez TIASO ou équivalent : à montants visibles (en cloisons pleines, vitrées, portes pleines et portes vitrées)**

Des cloisons aluminium laquées RAL seront réalisées avec des modules tramés CPAM (largeur de 101 mm pour un bâti aluminium de 93) compatibles avec les panneaux TIASO type AZ 78 mm. Le vitrage sera de 44/2 pour les bureaux et en stadip, ou équivalent, pour les locaux recevant du public.

Les panneaux de parement seront en aggloméré standard de 12 mm, finition par mélaminé POLYREY PANOPREY ou similaire.

Pour des raisons d’ordre technique et esthétique, les finitions devront être identiques à celles présentées par les cloisons de marque TIASO ou équivalent.

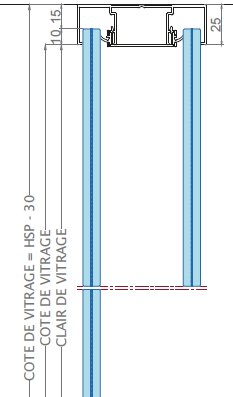
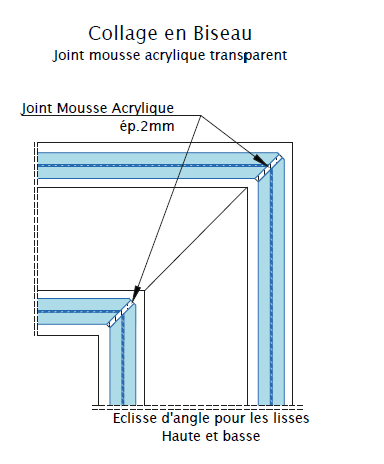
* + - * 1. **Type FIRST 100mm de chez TIASO ou équivalent : bord à bord (en cloisons pleines, vitrées, portes pleines et portes vitrées).**

Des cloisons aluminium laquées RAL seront réalisées avec des modules tramés CPAM compatibles avec les panneaux TIASO type FIRST 100 mm.

* + - * 1. **Type Graphite Infinie & Panorama 80mm de chez SAB diffusion ou équivalent : bord à bord.**

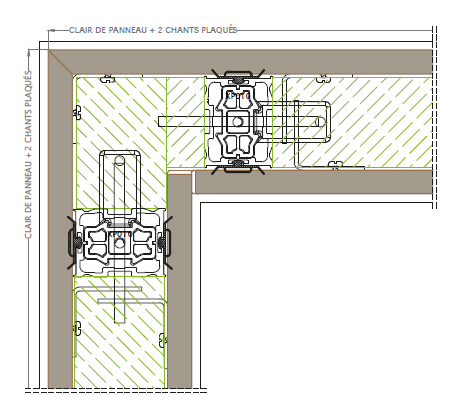
L’emploi de cloisons à parois vitrées est largement envisagé pour le réaménagement de nouveaux espaces et celles-ci devront présenter les caractéristiques suivantes :

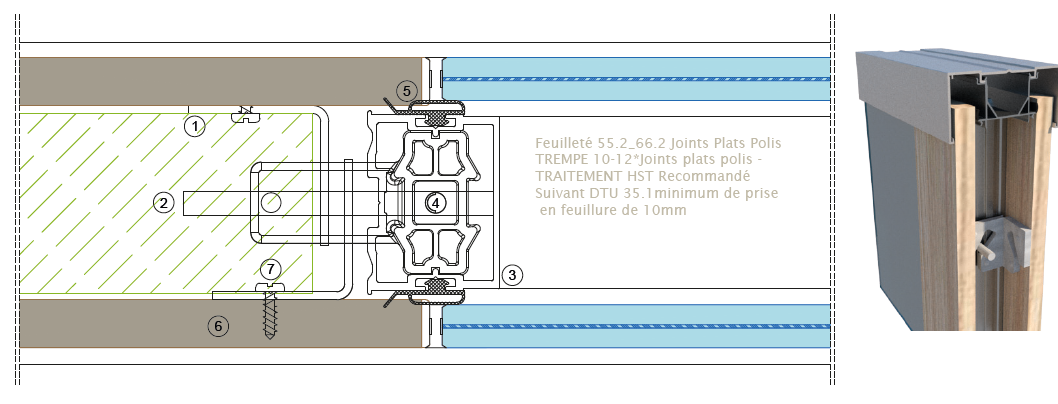
* Elles devront être dotées d’une lisse haute et d’une lisse basse en acier laqué de largeur 80 mm et de hauteur vue 25 mm.
* Le vitrage sera de type 55.2 + 66.2 feuilleté Silence ou équivalent en montage bord à bord avec jonction entre vitrages par joints double face transparent de 2 mm,
* Les traitements d’angles vitrés se feront sans montant avec un collage à biseau
* Percussion sur façade par élément étroit de 80 mm, détail identique aux lisses hautes et basses,
* Indice d'affaiblissement acoustique Rw+c = 47 dB,



L’emploi de parois amovibles pleines dont l’indice d’affaiblissement Rw+C est supérieur ou égale à 45 dB est largement envisagé pour le réaménagement de nouveaux espaces et celles-ci devront présenter les caractéristiques suivantes :

* Elles devront être dotées d’une lisse haute et d’une lisse basse en acier laqué de largeur 80 mm et de hauteur vue 25 mm.
* Elles seront constituées d’une cloison à structure verticale cachée sur lisse hautes et basse en retrait,
* Elles feront l’objet d’un remplissage laine de verre d’épaisseur 45mm (URSA ou équivalent),
* Un parement panneaux mélaminé de 12mm d’épaisseur revêtus (ép. 13mm) Tecsound 70+ ou équivalent, collé sur les deux faces toute hauteur.
* Finition mélaminé avec chants plaqués ABS, référence décor bois, essence et finition au choix de l'architecte à valider par la maitrise d’ouvrage et assorti au décor bois du mobilier agencé et revêtements muraux (réaction au feu M1).
* Les traitements d’angles pleins se feront sans montant avec angles biseauté.
* L’Indice d'affaiblissement acoustique Rw+c = 45 dB,
* Modulation principale 1000 mm adapté suivant document architecte.





* + - 1. **Cloisons sèches[[3]](#footnote-3)**
         1. **Cloisons sèches seront réalisées en Placostill SAA 120 sur ossature 70mm avec incorporation de laine de verre semi-rigide, double peau BA25 acoustique à haute dureté ou équivalent**
* présentant un indice d’affaiblissement acoustique Ra >58dB
* *présentant une résistance au feu : EI 60,*
* *Une* ***structure renforcée sera utilisée pour les locaux de plus de 3,00m de hauteur,***
* *utilisant un parement aux deux faces composées d’une plaque de plâtre acoustique de 25 mm d’épaisseur, avec haute dureté en parement extérieur,*
* *incorporant un isolant en laine minérale classement feu A2-s1,d0 en un lit de 70 mm,*
* *ne dépassant pas une épaisseur totale de 120 mm,*
* *renforcées d’un ragréage des joints et de calfeutrements avec un enduit préconisé par le fabricant et ratissage général,*
* *respectant une mise en œuvre conforme au DTU 25.41 et à l’avis technique ou DTA.*
* *Dispositions particulières :*
* *Il devra être prévu de réaliser l’étanchéité en pied de cloison par un joint souple,*
* *Des renforts devront être inclus pour charges lourdes avec mise en place pour fixation des équipements techniques,*
* *Sont compris les retours d’habillage autour des châssis vitrés et portes, les habillages de gaines, les habillages des poteaux métalliques, les joints acryliques sur l’ensemble des huisseries métalliques des cloisons et autres éléments, où cela est jugé nécessaire par l’Architecte,*
  + - * 1. **Cloisons sèches reposeront sur un assemblage de plaques de BA 13 de première qualité (type placostil type 98/48 CF 1h ou équivalent avec ossature de 48mm et parements sur chaque face de 2 plaques de BA13)**
* contenant une âme isolante par panneaux de fibre minérale de 45 mm d’épaisseur, avec un indice d’isolement acoustique demandé supérieur à RA = 50 dB,
* comprenant les réservations pour réseaux techniques en projet dotées de calfeutrements de degré CF identique à l’ensemble,
* ces cloisons seront installées avec reprise d'enduit plâtre en raccord de tableaux, plaques + bandes pour réception par le lot peinture,
* protégées par des arrêtes métalliques de renfort d'angles,
* composées de plaques BA13 H1 hydrofuges dans les zones humides ou exposées à l’humidité,
* présentant des montants double à entraxes de 40 cm avec une largeur des ailes des montants de 50 mm
* respectant une mise en œuvre conforme au DTU 25.41 et recommandations du fabricant.
  + - * 1. **Doublage sur demistill ou équivalent, sur ossature de 48 mm, avec parements une face plaque de BA18 et une âme isolante par panneaux de fibres minérale de 45 mm**

Les préconisations seront ici similaires aux caractéristiques attendues des autres cloisons sèches.

Dans tous les cas, l’ensemble des cloisons installé devra toujours être doté d’une barrière acoustique présentant un indice d’isolement suffisant par rapport à l’existant ou aux exigences de l’environnement installé.

* + 1. **Faux plafonds**

L'ossature sera composée d’une ossature primaire en acier galvanisée accrochée de cloisons à cloisons, sur charpente ou sur plancher haut, ainsi que de profilés en T de 24mm, porteurs, maintenus par des suspentes tous les 1,20 mètres maximum, constituées de tiges filetées solidaires du gros-œuvre, d'entretoises en T 24mm clipsées sur les porteurs et les cornières de rive.

Sont compris dans la prestation tous les pitons à bascules, rondelles, écrous, brides, systèmes d’ossature 24mm, étriers, profils en Z, raccords en Z, languettes, ressort de rives, etc…

Toutes les faces vues des différents profilés seront en outre revêtues d'une peinture laquée de couleur blanche.

Les éléments porteurs, notamment les cornières de rive au droit des coffrages verticaux ou cache-tuyaux, devront être solidaires des éléments sur lesquels ils sont fixés de façon à ne pas neutraliser les trappes de visite de ces éléments.

Les dalles du plafond suspendu en 600\*600 et en 1200\*600 devront présenter une absorption acoustique de classe A (coefficient d’absorption acoustique αw = 1,00) calculée selon la norme ISO 11654:1997 et une isolation acoustique latérale minimale de Dn,f,w = 26 dB calculée selon la norme ISO 10848-2 :2017.

Dans le cas de faux plafonds en plaque de plâtre, ceux-là doivent être réalisés en BA13, avec ragréage des joints et calfeutrement avec un enduit préconisé par le fabricant avant ratissage générale. Il sera fait usage de plaques BA13 H1 dans les zones humides ou sujettes à l’humidité.

* + 1. **Trous, scellements, percements, tranchées, carottages et raccords**

Toutes les prestations impliquant un façonnage et la préparation de surfaces sont à la charge du titulaire qui devra effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, carottages, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages selon les plans de réservation qu’il aura fournis et qui devront être conformes aux souhaits du maître d’ouvrage. Les frais qui en résultent sont compris dans les prix unitaires.

Dans le cas où ces interventions ne pourraient pas être effectuées dans les délais contractuels résultant, notamment, de l’obligation du titulaire de s’exécuter de façon à permettre l’insertion d’éventuels autres corps d’état pour la réalisation, elles seraient exécutées à ses frais dans les délais voulus, sans mise en demeure préalable. Dans ce cas, le titulaire concerné se verra appliquer une retenue sur son prix final égale au montant qui aura été facturé au maître d’ouvrage pour réaliser les travaux concernés. De même, si un titulaire doit effectuer des tranchées, trous, percements, scellements ou raccords dus au titre de l’accord d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrage en béton armé précontraint ou charpente métallique devront être exécutés obligatoirement par les entrepreneurs qualifiés et avec l’accord écrit des services techniques du maître d’œuvre. Les trous pratiqués dans le béton armé seront obligatoirement carottés.

D’une manière générale, ces opérations devront répondre aux exigences suivantes :

* les traversées de planchers alvéolaires devront se faire au droit des alvéoles de façon à ne pas entamer la structure des poutres,
* les traversées de dalles se feront en dehors des nœuds de ferraillage,
* les percements des poutres seront faits en fibre moyenne en adoptant un diamètre adapté, étant précisé qu’il sera préféré une série de petits trous successifs à un percement de gros diamètre si celui-ci risque d’atteindre les éléments de ferraillage,
* les traversées de murs ou de cloisons seront réalisées avec reconstitution du degré coupe-feu et de l’isolation phonique par produit adapté à l’environnement et aux obligations d’évolution des réseaux (plâtre de 5cm d’épaisseur minimum, sac coupe-feu, mortier coupe-feu 2h),
* les travaux devront être exécutés de manière à ne pas dégrader les parties existantes qui sont conservées, à charge pour le titulaire d’assumer la remise en état en cas d’incident.

|  |
| --- |
| **IMPORTANT** :  Au droit du petit appareillage électrique tel que les prises de courant, interrupteurs ou autres encastrés dans des doublages ou des cloisons classées acoustiquement, la présente entreprise effectuera un bourrage d'isolant de même composition que celui en place pour éviter toute détérioration et « courants d'air » au droit de ces incorporations. |

## Préparation et mise en œuvre des chantiers

Le titulaire, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions ou mesures utiles afin d’assurer sur le chantier et dans ses environs immédiats l’ordre, la sécurité, l’hygiène et des conditions sanitaires de façon suffisante au regard des risques et des obligations réglementaires en vigueur.

* + 1. **Le devis, préalable aux marchés subséquents et aux bons de commande**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Établissement d’un devis quantitatif détaillé (DQD) et du Coût prévisionnel des travaux (CPT)** |
| Objectif(s) | Le titulaire, avant toute mise en œuvre d’une prestation, doit pouvoir garantir la maîtrise d’ouvrage sur la sincérité du coût de l’opération. Pour cela il produit un devis quantitatif détaillé sur la base des règles présentes dans l’accord, dans l’optique de l’établissement futur d’un ordre de service. |
| Description | Le titulaire est tenu de formuler une offre dans les 10 jours ouvrés (repérage des lieux inclus) suivant la demande du maître d’ouvrage.  Pour les opérations qui n’impliquent que des prestations prévues sur le bordereau de prix, le titulaire doit éditer un devis conforme à ces tarifs et cette offre donnera lieu à un **bon de commande**, après l’application éventuelle de la clause d’actualisation des prix. Dans ce contexte, les travaux à réaliser sont décrits, poste par poste dans le bordereau de prix unitaires annexé à l’acte d’engagement et en tant qu’entrepreneur spécialisé, le titulaire se devra de mettre tout en œuvre pour atteindre le résultat attendu.   * Toutefois, la liste des ouvrages présente sur le bordereau de prix est donnée à titre indicatif et n'a aucun caractère limitatif. Pour les opérations qui impliquent des prestations non prévues au bordereau de prix, le titulaire n’est tenu au respect des tarifs de ce bordereau qu’en ce qui concerne les prestations qui sont identifiées sur ce dernier, et son devis donnera lieu à un **marché subséquent**, après négociation avec le maître d’ouvrage pour toutes les autres prestations. |
| Conditions | Pour la réalisation des travaux que le maître d’ouvrage envisage de confier au titulaire, il lui adresse par écrit une **requête**. Il joint à celle-ci un **projet de cahier des charges** et précise, le cas échéant, le **délai de réponse**.  Ce projet inclut :   * une description la plus précise possible du besoin du maître d’ouvrage, * le délai d’exécution global maximal, * en cas d’impératif de compatibilité fonctionnelle ou esthétique avec l’existant, l’indication des références de produits ou matériaux nécessaires.   Sur la base de ce projet, le titulaire a l’obligation d’étudier les solutions techniques adéquates après **repérage des lieux**, conformément au présent accord, et de présenter un **devis** respectant les exigences exprimées dans les présentes et dans le projet de cahier des charges.  Ce devis devra au moins comporter :   * l’indication de la référence de l’accord-cadre, * la nature et la description des prestations à réaliser, * les références des produits et matériaux fournis, qui devront correspondre aux listes proposées dans le mémoire technique de l’accord cadre, * les délais d’approvisionnement et de réalisation possibles, qui doivent être inférieurs au délai d’exécution global attendu et qui doivent être suffisamment courts pour permettre une bonne coordination entre tous les corps d’état présents sur le chantier, * le détail des prix (HT et TTC) et le taux de TVA.   En tout état de cause, le détail de la proposition tarifaire devra respecter les prix unitaires de l’accord-cadre. Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu et s'il a fait l'objet d'un ordre de service spécifique délivré par le maître d’ouvrage conformément aux stipulations du présent document. À défaut, le devis du candidat pourra être rectifié d’office par le maître d’ouvrage.  En cas d’obstruction de la part du titulaire à l’établissement d’un ordre de service conforme à la demande du maître d’ouvrage, et sauf en cas de motif légitime, il est entendu que ce dernier commet une faute susceptible de justifier la résiliation de l’accord ainsi que la demande d’éventuelles indemnités par le maître d’ouvrage. |

* + 1. **État des lieux initial**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Connaissance des lieux** |
| Objectif(s) | Le titulaire est considéré avoir une connaissance exacte des lieux et toute erreur relève de sa responsabilité. |
| Description | Le titulaire dispose du droit de visiter les lieux avant l’établissement du devis quantitatif détaillé. Qu’il en fasse usage ou non, il sera toujours réputé avoir procédé à la reconnaissance des lieux par ses propres moyens en vue d’anticiper les difficultés de réalisation et d’éviter tout risque de sujétions techniques imprévues. Pendant cette phase, le titulaire veillera à la reconnaissance de l’état des supports  En l’absence d’état des lieux réalisé en bonne et due forme ou de réserves sérieuses prononcées lors de ces états des lieux, le titulaire ne pourra en aucun cas prendre comme argument les sujétions liées au chantier concerné pour se dispenser d’exécuter ses propres obligations décrites dans le présent accord.  Le titulaire ne pourra pas prendre l’initiative de corriger lui-même les erreurs ou imprécisions qui auront été relevées dans le projet de marché subséquent, étant précisé que les variantes ne sont pas autorisées. Il revient alors au maître d’ouvrage de fournir une version corrigée.  Ainsi, sauf à démontrer que toute possibilité de visite a été écartée par le maître d’ouvrage ou un cas de force majeure, le titulaire assume la responsabilité de toutes les erreurs relevées au cours de l’exécution et des conséquences de toute nature que ces écarts pourraient entraîner. Il ne pourra donc pas se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché subséquent, d’une connaissance insuffisante du site, d’une omission dans les documents mis à sa disposition ou d’une mauvaise interprétation du dossier pour se soustraire à ses obligations ou exiger du maître d’ouvrage un prix supérieur à ce qui était prévu dans son devis. |
| Conditions | * Avant le dépôt de chaque devis, le titulaire peut demander à réaliser une visite des lieux.   À cette occasion, il aura veillé :   * à contrôler toutes les cotes qui lui auront été fournies et à s’assurer de leur concordance sur les différents plans, * à signaler les prescriptions qu’il estime incomplètes, erronées ou non pertinentes, et, si le doute est avéré, à indiquer tous les changements qu’il estime utile d’y apporter, * à prendre tous les renseignements techniques complémentaires ou rectificatifs qui pourraient affecter tant l’opération dans sa globalité que les existants, à charge pour le titulaire de répondre à ses interrogations. |

|  |
| --- |
| **Pour toutes ses prestations et avant tout commencement d’exécution**, le titulaire est réputé avoir pu vérifier, pendant la période précontractuelle de la consultation publique, le caractère exact et adéquat des estimations fournies dans le présent accord. |

* + 1. **Établissement des ordres de service**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Ordres de service** |
| Objectif(s) | Pour formaliser le bon de commande ou l’attribution d’un marché subséquent, un ordre de service est notifié au titulaire au regard de son devis. |
| Description | Les travaux sont exécutés par le titulaire après **ordre de service** du maître d’ouvrage, conformément aux plans et dossiers que ce dernier lui aura remis. Il ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits, dans la mesure où l’ordre de service constitue un engagement contractuel, qu’il s’agisse d’un **bon de commande** ou d’un **marché subséquent**.  Sous réserve des stipulations précitées, du respect de la durée de l’accord-cadre et d’un délai d’exécution conforme aux délais prévus dans son devis, le démarrage des prestations peut être ordonné à tout moment, sans que le titulaire puisse refuser d’exécuter cet ordre.  En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations. |
| Conditions | Chaque ordre de service doit être écrit, daté et numéroté : il fait office de pièce contractuelle pour le marché subséquent.  Il doit comporter :   * la référence de l’accord-cadre, * un numéro d’ordre de la demande, * l’adresse du site et l’étendue des lieux concernés, * la nature et la description précise de la ou des prestations demandées en reprenant la terminologie du présent accord, * le prix de la prestation tel qu’il a été négocié, y compris le taux et le montant de la TVA, * le délai d’exécution prévisionnel.   S’il y a lieu, un plan général d’implantation[[4]](#footnote-4) est joint à cet ordre de service.  Lorsque le titulaire estime qu’un ordre de service appelle des observations de sa part, et notamment au titre de son obligation d’information, de conseil ou de recommandation, il doit en faire part au maître d’ouvrage dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception de l’ordre de service, sous peine de forclusion. Quoi qu’il en soit, le titulaire se conforme toujours aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l’objet d’observations de sa part.  Si les observations, dûment motivées, visent à informer le maître d'ouvrage qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet de l’accord, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de 10 jours, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service. |

|  |
| --- |
| Aucune prestation ne pourra être exécutée par le titulaire sans un **ordre de service** qui la prescrit. Le titulaire ne peut refuser d'exécuter un **ordre de service** qui n’appelle aucune observation au regard des critères exposés, y compris si la date de démarrage de ses prestations est éloignée de la date de notification de l’accord et ce, sans préjudice de la clause d’actualisation du forfait provisoire. Il ne pourra pas non plus refuser de réaliser les travaux demandés ponctuellement en dehors d’un chantier, ni demander un supplément de prix au motif que ces prestations ne représentent pas un volume suffisant. |

* + 1. **Phase de préparation**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Phase de préparation et de repérage** |
| Objectif(s) | Avant le démarrage des travaux, le titulaire procède à leur préparation. Pour cette phase, il dispose d’un délai proportionné aux prestations attendues qui, toutefois, ne pourra être inférieur aux éventuels délais d’approvisionnement. Cette phase de préparation doit lui permet d’assumer sa prestation dans les meilleures conditions et d’assumer, avec ses éventuels sous-traitants et cotraitants, certaines de ses obligations annexes. |
| Description | Les obligations annexes visées durant la phase de préparation sont :   * **l’obtention des éventuelles autorisations administratives nécessaires**, qui devra être assurée par le titulaire au moins cinq jours avant le commencement des opérations. * **l’élaboration du plan de prévention d’hygiène et de sécurité** ou, à défaut, la transmission au maître d’ouvrage des informations nécessaires à sa constitution, conformément aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, * **la collaboration avec l’éventuel coordonnateur SPS** désigné par le maître d’ouvrage pour l’élaboration d’un plan global de coordination et la transmission des pièces nécessaires à ce dernier, conformément à l’article L. 4532-2 du code du travail, * la prise de dispositions de préventions spécifiques pour les risques dus à l’amiante si la présence de ce matériau a été signalée par la maîtrise d’ouvrage ou la maîtrise d’œuvre, * **un « repérage[[5]](#footnote-5) » général**, en présence du maître d’œuvre et des autres intervenants au chantier, étant précisé que le titulaire est tenu de veiller à la conservation de ses repères et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin, * **la mise en place et l’entretien des installations de chantier**, y compris les autorisations administratives d’occupation du domaine public, la location des échafaudages, ou le balisage et la fermeture des chemins de service et voies de desserte interdites à la circulation publique, * **l’affichage, sur le chantier, du nom, de l’adresse et du numéro d’appel du médecin du travail ou du service de santé au travail compétent**, des services de secours d'urgence et de l'inspecteur du travail compétent, en application des articles D. 4711-1 et suivants du code du travail, * le cas échéant, en cas de délivrance d’un permis de construire pour le chantier, **l’installation d’un panneau pendant toute la durée d’affichage du permis**, qui précise son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse, en application de l’article R. 8221-1 du code du travail. * la création d’un **dossier d’exécution** qui sera remis au maître d’ouvrage avant la réception. |
| Conditions | À l’issue de cette phase de préparation et avant tout début d’exécution, le titulaire, ses sous-traitants et ses cotraitants devra avoir transmis au maître d’œuvre le dossier d’exécution comprenant, le cas échéant :   * les plans de réservation des percements et trémies existants ou à créer dans les maçonneries, * un plan d’exécution constitué à partir du plan général d’implantation, côté et distinguant les diverses étapes ou parties d’ouvrage ainsi que les qualités et références de matériaux et produits à mettre en œuvre, * l’ensemble des plans de cheminement correspondant aux divers réseaux qu’il serait amené à installer ou modifier ainsi que les schémas électriques d’exécution, le cas échéant, * les notes de calcul, comprenant les bases des calculs et les coefficients applicables, * les études de détail, * la liste des matériels installés.   À cet effet, ils auront fait sur place tous les relevés nécessaires et le titulaire demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.  Ces éléments seront soumis avec présentation des avant métrés[[6]](#footnote-6) au visa préalable de la maîtrise d’œuvre qui, le cas échéant, les retournera annotés ou accompagnés d’une fiche d’observations pour correction. Leur délivrance ne dégage pas le titulaire de sa propre responsabilité.  Enfin, le titulaire procède à l’organisation du chantier pendant cette phase, avec la mise au point du calendrier détaillé d'exécution, étant entendu que celui-ci devra pouvoir être élaboré avec le concours de l’ensemble des intervenants sur le chantier avant la fin de la période de préparation. |

* + 1. **Organisation des prestations dans le temps**
       1. **Délai d’exécution**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Délai d’exécution** |
| Objectif(s) | Le délai d’exécution d’une prestation est celui imparti pour sa réalisation par le titulaire dans l’ordre de service. |
| Description | Ce délai court à compter de la date qui y est précisé par le maître d’ouvrage pour le démarrage des travaux ou, à défaut, de la notification de ce dernier. Il inclut le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux. Le titulaire doit avoir mis en place les moyens techniques et humains suffisants pour respecter ces délais.  Le délai d'exécution défini ci-dessus est réputé tenir compte :   * des périodes de congés payés, * des intempéries, les travaux devant être exécutés en intérieur, sauf dans le cas d’intempéries qui, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur entraînent un arrêt de travail sur les chantiers ; dans ce dernier cas, le délai est prolongé d’une durée égale au nombre de journées d’intempérie réellement constaté. |
| Conditions | En dehors des cas de force majeure et des sujétions dues à l’organisation du chantier, dûment prévues par le calendrier prévisionnel, ce délai pourra être suspendu dans les cas suivants :   * une décision administrative ou réglementaire provoquant l’interruption des travaux, * le maître d’ouvrage adresse au titulaire un ordre de service portant réévaluation du marché subséquent, * le maître d’ouvrage décide d’ajourner les travaux, * l’exécution des travaux est confrontée à un retard imputable au maître d’ouvrage ou à des travaux préalables qui font l’objet d’un autre marché.   La durée de la suspension est décidée par le maître d’ouvrage, sur proposition du maître d’œuvre et après avis du titulaire. En cas de refus écrit exprimé par le titulaire dans les 15 jours suivant la décision du maître d’ouvrage, cette prolongation devra être décidée par voie d’avenant. |

* + - 1. **Calendrier ou programme d’exécution prévisionnel**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Calendrier d’exécution prévisionnel** |
| Objectif(s) | Le délai d’exécution des travaux incombant au titulaire s’inscrit dans un délai global d’exécution : il est suspendu selon des échéances fixées dans le calendrier prévisionnel d’exécution dès lors que l’exécution de la prestation du titulaire dépend de l’achèvement d’une prestation par un autre intervenant sur le chantier. |
| Description | Pendant la phase de préparation, le maître d’œuvre réalise un calendrier prévisionnel d’exécution pour l’ensemble de la durée de la prestation prévue par l’ordre de service en fonction des délais d’exécution précisés par le titulaire et en concertation avec les éventuels autres intervenants au chantier. Ce document constitue la base du programme d’exécution. Il s’impose au titulaire, même en l’absence de tout consentement exprimé. |
| Conditions | Le maître d’œuvre soumet le calendrier d’exécution pour avis au maître d’ouvrage et au titulaire. L’original est transmis au maître d’ouvrage tandis qu’une copie certifiée conforme est notifiée au titulaire.  Ce calendrier peut être réactualisé ou modifié à tout moment, y compris sur demande du titulaire. Ces modifications font l’objet d’un nouveau document édité par le maître de l’œuvre et notifié au titulaire. Elles peuvent être également décidées lors de chaque réunion de coordination organisée entre le titulaire et le maître d’ouvrage. Ces modifications n’entraîneront pas l’application de pénalités. Elles doivent tenir compte des prolongations contractuellement prévues par l’accord-cadre.  Il pourra être complété avec les indications des matériels et des méthodes qui seront utilisés dans le cadre des préconisations du maître d’ouvrage ainsi que les dates des différentes phases d’exécution. Lorsque l’exécution des prestations comporte la mise en œuvre d’équipements ou de produits impliquant des préconisations de pose, d’entretien ou d’usage, celles-ci pourront être annexées au programme d’exécution.  Il devra inclure, à titre purement prévisionnel, les dates de réunions de coordination ou de visites d’inspection lorsque celles-ci doivent être programmées. Dans le cas d’entrepreneurs groupés conjoints, le programme d’exécution indique les dispositions prévues par le mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres membres du groupement.  Si une action prévue au calendrier nécessite d’être notifiée à l’une ou l’autre partie dans un délai spécifique, sa mention dans le calendrier vaut notification en bonne et due forme si les deux parties ont pu en prendre connaissance dans les temps impartis. |

## Responsabilité du titulaire au titre de ses prestations

Le titulaire est considéré responsable de la bonne tenue des prestations et des conséquences préjudiciables que les erreurs ou négligences observées peuvent causer :

* au maître d’ouvrage,
* au personnel de ce dernier,
* à son propre personnel dans la mesure où, en application du code du travail, la responsabilité des entrepreneurs est pleinement engagée en cas d'intervention d'un de leurs salariés dans des conditions de sécurité insatisfaisantes,
* aux sous-traitants et à leurs préposés,
* de façon générale, à l’ensemble des tiers.
  + 1. **Obligation annexe de sécurisation de la zone de chantier**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Sécurisation de la zone de chanter** |
| Objectif(s) | Les travaux auront lieu en milieu occupé et le titulaire devra s’assurer de la meilleure coordination possible avec les services du maître d’ouvrage afin de réduire le plus possible la nuisance générée par les travaux tout en garantissant la sécurité lors de la circulation des personnes près du chantier. |
| Description | Partout où il intervient, solidairement avec les autres intervenants au chantier, le titulaire prend en charge les mesures d’ordre et de sécurité propres à éviter les accidents ou les nuisances qui pourraient survenir en raison de son activité, tant à l’égard du personnel qu’à l’égard des tiers, et notamment:   * L’élaboration et la signature d’un **plan de prévention** par toutes les parties, conformément aux exigences des dispositions du code du travail. Devront être communiqués au maître d’ouvrage, en plus du calendrier prévisionnel, tous les documents propres à en faciliter la rédaction. * En cas de **risques liés à l’activité du titulaire**, il devra être prévu l’utilisation d’équipements de sécurité spécifiques dans le plan de prévention ou le plan général de coordination. Le type d’équipement et les niveaux de protection seront déterminés en fonction de la prestation qu’il doit assurer. * La **zone d’intervention** devra être balisée, signalée, clôturée et interdite au public. En fonction des besoins exprimés par le maître d’ouvrage pour la circulation de ses agents ou par la maîtrise d’œuvre et sous le contrôle d’un éventuel coordonnateur SPS, le titulaire devra aménager des couloirs de circulation sécurisés ou veiller au fonctionnement d’au moins un appareil dans le bâtiment concerné. Le titulaire devra prévoir l’installation de garde-corps provisoires le long des couloirs de circulation ouverts au public qui la traversent. * Le personnel du titulaire se **cantonner à la zone d’intervention du chantier,** utiliser les accès les plus directs pour y accéder et éviter toute intrusion dans les autres parties de l’établissement sous aucun autre prétexte que l’évacuation de l’immeuble en cas d’urgence. * Toute personne invitée sur la zone de chantier devra se voir imposer le port d’un **casque de sécurité** suivant les prescriptions de la norme européenne EN-812. En cas de risque de brûlure, le casque devra également être conforme aux prescriptions de la norme européenne EN-397. Une pénalité pourra être appliquée par le maître d’ouvrage en cas de violation de cette obligation annexe. * Tous les ouvriers et artisans travaillant sur le chantier devront être munis d'un **badge d’identification**. Si une personne se présente pour prendre part aux travaux sans satisfaire à cette obligation, les personnels sur place devront le faire savoir de manière immédiate au représentant du maître d’ouvrage ou du maître d’œuvre. * Les **éventuels échafaudages** devront être systématiquement et immédiatement scellés, sécurisés, dès l’installation, de sorte que ceux-ci garantissent les abords contre la chute de matériaux. * Les communications, le fonctionnement des réseaux d’eaux et les évacuations devront pouvoir être maintenus dans les lieux. |

|  |
| --- |
| **REMARQUE** :  Il est précisé que, pendant la durée des travaux, le titulaire est tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés. Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à la réception définitive de l’ouvrage. |

* + 1. **Contrôle des chantiers**

L’exécution des prestations qui le concernent se fait sous l’entière responsabilité du titulaire. Celui-ci devra signaler immédiatement au maître d’ouvrage et au maître d’œuvre toute anomalie pouvant entraîner des dommages matériels ou corporels. Cette exécution pourra faire l’objet de contrôles ou vérifications de la part du maître d’ouvrage et du maître d’œuvre sans que ceux-ci ne le dégagent de sa responsabilité.

* + - 1. **Suivi du repérage général**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Suivi du repérage général** |
| Objectif(s) | Chaque chantier devra constamment être maintenu dans un état opérationnel permettant au personnel du titulaire ou à ses éventuels remplaçants de prendre en charge les prestations. |
| Description | Pour éviter toute erreur, lors de l’exécution des travaux, le titulaire est tenu de mettre à jour et de compléter le repérage général.  Les repères complémentaires qu’il aura placés sur le chantier doivent pouvoir être distingués des repères initiaux posés pendant la phase de préparation.  Le titulaire reste seul responsable de ces opérations de repérage, y compris lorsqu’elles ont été vérifiées par le maître d’œuvre. |

* + - 1. **Démolitions**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Procédures de démolition** |
| Objectif(s) | Les procédures de démolition doivent préserver la sécurité des lieux, respecter la volonté de la maîtrise d’ouvrage et garantir la livraison d’une zone propre et opérationnelle. |
| Description | Le titulaire ne peut démolir les constructions situées dans les emprises des chantiers qu’après en avoir fait la demande au maître d’œuvre 7 jours à l’avance, si ces démolitions ne sont pas prévues par l’ordre de service. Le défaut de réponse dans ce délai vaut refus et une demande doit alors être adressée au maître d’ouvrage, précisant qu’il y a lieu de suspendre le délai d’exécution de la prestation si ces démolitions sont nécessaires.  Dans tous les cas une démolition se doit d’être précédée d’une étude de structure dans le cas d’un ouvrage porteur. Si des aménagements de sécurité temporaires sont à prévoir pour assurer la solidité de l’existant, les travaux de démolition ne peuvent débuter sans la confirmation de la disponibilité de ces aménagements.  En matière de tri et de nettoyage des gravats générés par ces démolitions, le titulaire se conforme aux prescriptions du présent accord-cadre en matière de réemploi, de revalorisation et d’élimination des déchets. |

* + 1. **Obligation annexe de représentation aux réunions de chantier**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Représentation aux réunions de chantier** |
| Objectif(s) | Dès le début d’exécution de l’ordre de service, le titulaire est tenu de se faire représenter aux réunions de chantiers, par une personne habilitée, au titre de ses obligations annexes. |
| Description | Sa présence est due si le titulaire est dûment convoqué par le maître d’ouvrage ou la maîtrise d’œuvre, sous réserve d’un préavis de 24 heures.  Pendant ces réunions, le maître d’ouvrage doit être informé des avancements réalisés dans l’exécution des travaux. Les différentes orientations possibles pour les prestations en cours doivent être soumises à son approbation.  En cas d’impossibilité absolue d’assister à ces réunions, le titulaire doit adresser au maître d’ouvrage un rapport écrit indiquant l’état d’avancement de sa prestation ainsi que toutes les observations qu’il peut formuler par rapport à son activité et qui sont utiles à la réunion.  Ces réunions de chantier ne pourront en aucun cas être opposées au maître d’ouvrage tant elles ne dispensent pas le titulaire de ses obligations ni ne diminuent sa responsabilité. Au contraire, des réserves peuvent être formulées, qui mettent en doute la bonne exécution de ses obligations, auquel cas le titulaire devra établir un plan d’action propre à remédier aux défaillances évoquées.  Tout retard de plus d'une demi-heure ou tout départ anticipé non autorisé par écrit par le maître d’ouvrage est considéré comme une absence. L’absence du titulaire à une réunion de coordination expose ce dernier à l’application de pénalités ou à la résiliation de l’accord, dans les conditions prévues par les présentes.  À l’issue de chaque réunion, le titulaire dresse un compte-rendu où sont consignés le nom des participants, la date, les points évoqués lors de la réunion et les décisions arrêtées par le maître d’ouvrage. Il transmet un exemplaire de ce compte rendu à la maîtrise d’œuvre et à la maîtrise d’ouvrage dans les 3 jours suivant la réunion. |

* + 1. **Obligation annexe d’assistance aux visites d’inspection**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Assistance aux visites d’inspection** |
| Objectif(s) | Le titulaire s’engage à garantir au maître d’ouvrage et au maître d’œuvre un accès illimité au chantier afin qu’ils puissent en inspecter le déroulement, y compris de manière inopinée |
| Description | À ce titre, il doit aviser systématiquement le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre de tous les évènements qui seraient de nature à entraver une visite ou à en réduire l’efficience.  Le maître d’ouvrage peut désigner les personnes habilitées à effectuer cette surveillance parmi ses représentants ou des experts indépendants ; pour des raisons déontologiques, le maître d’ouvrage ne pourra pas mandater une personne liée à un concurrent direct du titulaire.  Les auditeurs ont libre accès aux zones concernées par l’exécution des prestations prévues par l’ordre de service, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Ils restent tenus aux obligations de confidentialité prévues au présent accord-cadre et leurs frais de déplacement ainsi que leur rémunération restent à la charge du maître d’ouvrage ou du maître d’œuvre.  Au cours de ces visites d’inspection, ils ont pour mission de relever et de signaler au titulaire tout élément qui n’est pas satisfaisant. L’exercice de ce droit laisse entière la responsabilité du titulaire dans l’exécution d’une prestation conforme aux pièces contractuelles et ne limite pas le droit du maître d’ouvrage de rejeter les prestations au moment de la réception.  Si le titulaire entrave l’exercice de ce droit du maître d’ouvrage au cours de l’exécution de l’accord, il est informé qu’il encourt des pénalités au titre de l’inexécution d’une obligation annexe. |

* + 1. **Obligation annexe d’information, de conseil et de recommandation**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Information et conseil** |
| Objectif(s) | Le maître d’ouvrage doit constamment bénéficier d’une assistance technico-commerciale du titulaire, en ce qu’elle est nécessaire à une prise de décision de client éclairé. |
| Description | Cette obligation suppose que le titulaire assure :   * la **participation à l’inspection commune** préalable au sens des articles R.4512-2 et suivants du code du travail et à la délimitation des risques liés aux zones d’intervention pendant celle-ci, * une étude sur la **stabilité et la solidité des existants** en prenant en charge le coût des études préliminaires avant le début des travaux lorsqu’elles s’avèrent nécessaires, * la transmission des informations nécessaires à la constitution du **plan de prévention**, conformément aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, * une information détaillée sur les **nouvelles normes et réglementations** relatives à l’objet de l’accord, ainsi que la stricte conformité de ses prestations à ces dernières, * un **conseil** sur les améliorations qu’il juge techniquement opportunes au titre de l’organisation de la sécurité des sites ainsi qu’un avis sur la qualité des procédés et choix retenus ou suggérés par le maître d’ouvrage, * un signalement au maître d’ouvrage, dans les 24 heures, en cas d’actes ou de **dégradations volontaires ou involontaires** pouvant nuire à la bonne exécution de l’accord ou des travaux dans les règles de l’art.   Il est aussi tenu de notifier au maître d’ouvrage, dans les 7 jours de leur survenue, les modifications survenant au cours de l’exécution de l’accord et qui se rapportent :   * aux personnes ayant le pouvoir de l’engager, * à l’identité de son ou ses personnels, * à l’identité de son DPO, * à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, * à sa raison sociale ou à sa dénomination, * à son adresse ou à son siège social, * aux renseignements qu’il a fournis pour l’acceptation d’un sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement, * à toute modification importante du fonctionnement de l’entreprise pouvant influer sur l’accord ou son exécution. |

* + 1. **Garde des possessions du maître d’ouvrage**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Prévention des dégradations collatérales** |
| Objectif(s) | La prestation concourant à l’amélioration des locaux du maître d’ouvrage, elle ne doit pas avoir pour conséquence l’augmentation des coûts liée à la dégradation des équipements. |
| Description | Au titre de ses obligations annexes, le titulaire doit s’assurer de la préservation des locaux et équipements dans l’état antérieur où ils lui ont été confiés, pendant toute la durée des travaux, à l’exception des résultats attendus liés à ses prestations. Collectivement avec les éventuelles autres entreprises prenant part aux mêmes chantiers, il assume la garde des possessions du maître d’ouvrage et il est pleinement et solidairement responsable de leur remise en état en cas d’inexécution fautive ou de carences dans cette obligation.  Si, par nécessité, il se trouve dans l'obligation de déposer temporairement des faux plafonds existants pour l'exécution de leurs prestations, il procédera à la dépose, au réajustement et à la repose de ces faux plafonds à ses frais. Ce travail devra être réalisé quel que soit le système de faux plafonds, dans les règles de l'art.  Si, préalablement à l’exécution des prestations concernées, les parties ne font pas procéder à un constat contradictoire de l’état des possessions du maître d’ouvrage mentionnant, en outre, la valeur de ces moyens, les possessions présentes dans la zone d’intervention seront considérées comme étant en parfait état de conservation.  Dans tous les cas, le titulaire devra prendre toutes les précautions pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements ou équipements du maître d’ouvrage ne soit pas altéré durant ses opérations de surveillance.  Au cas où des possessions du maître d’ouvrage subiraient des dégradations, le titulaire a l’obligation contractuelle de procéder à ses frais à la remise en état, à l’identique, des possessions qui auraient subi des dégradations.  Ces obligations de remise en état des lieux doivent être honorées avant la réception définitive des prestations qui les ont provoquées. Le titulaire ne pourra s’affranchir de cette responsabilité que si la dégradation résulte d’un cas de force majeure. |

## Procédures de réception

Le maître d’ouvrage, à l’issue des prestations réalisées pour un même ordre de service, a le choix de décider :

* son admission,
* son admission avec réserves,
* son admission après réfaction,
* son ajournement
* son rejet.
  + 1. **Documents fournis après exécution**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Réception |
| Libellé | **Préalables aux opérations de réception** |
| Objectif(s) | Préalablement aux opérations de vérification par le maître d’ouvrage et dans le cadre de la réception des prestations qu’il a réalisées pour un ordre de service, le titulaire doit :   * déclarer une date d’achèvement pour celles-ci, * présenter un dossier complet démontrant que ses prestations ont été réalisées dans les règles de l’art et valant avis d’achèvement. |
| Description | Après achèvement des travaux réalisés au titre d’un marché subséquent ou d’un bon de commande, le titulaire réalise à ses frais tous les tests, essais et recettes garantissant la parfaite finition des prestations. S’il estime qu’il y a parfait achèvement, il avise par écrit le maître de l’ouvrage de la date à laquelle il estime que les prestations dont il a la charge sont réalisées dans un dossier des ouvrages exécutés ou D.O.E., qu’il lui remet en un exemplaire électronique reproductible.  Ce dossier comprend la date prévue de fin de travaux et sans préjudice des autres documents exigés par les clauses techniques particulières :   * les plans définitifs d’exécution des installations, comprenant les tracés des réseaux et les diamètres de chaque tronçon, le cas échéant, * une liste complète et détaillée des pièces et matériaux installés avec mention du nom et de l’adresse du fabricant, des références, des caractéristiques essentielles, du nom et de l’adresse des grossistes ou distributeurs éventuels qui les ont fournis, * les copies des attestations d’examen C.E. de type ainsi que les copies de déclaration du fabricant attestant de la similitude des pièces et matériaux fournis avec ceux concernés par les examens C.E. de type, * les spécifications de pose, * les notices de fonctionnement décrivant les conditions d’utilisation des ouvrages et de leurs éléments d’équipements réalisés ainsi que les principaux incidents qui peuvent éventuellement les affecter et les mesures à prendre en conséquence, * les prescriptions de maintenance au cas où les notices de fonctionnement n’en contiendraient pas, * les conditions de garantie des fabricants attachées aux matériaux et équipements mis en œuvre, * les bordereaux établissant la mise au rebut des déchets conformément aux prescriptions du présent accord.   Sur demande du maître de l’ouvrage, l’exemplaire reproductible de ces pièces écrites pourra être fourni de manière identifiable sur support optique, magnétique ou électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clef USB, etc…) sous un format standard lisible, sécurisé et inter opérable avec les logiciels utilisés par le maître de l’ouvrage (dwg, pdf, rtf, doc ou xls).  Ce dossier vaut avis d’achèvement des travaux. |

* + 1. **Opérations de vérification**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Réception |
| Libellé | **Opérations de vérification** |
| Objectif(s) | Pour chaque ordre de service, les prestations de travaux réalisées par le titulaire doivent faire l’objet d’une réception par le maître d’ouvrage avant toute prise de possession. Cette réception est précédée des opérations de constatation en bonne et due forme.  En raison de leur caractère distinct, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes. L’objectif est de permettre le contrôle effectif par le maître d’ouvrage tant au niveau quantitatif que qualitatif, et notamment :   * de l’exécution par le maître d’œuvre de l’ensemble de ses obligations contractuelles et des prestations attendues, * de la mise en œuvre par ce dernier de l’ensemble des moyens définis dans l’accord, conformément aux prescriptions qui y sont fixées * plus généralement, de la conformité de ses prestations par rapport aux attendus, * spécifiquement, du respect des délais. |
| Description | Le titulaire avise le maître d'ouvrage par écrit de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications. Le maître d'ouvrage l’avise, au minimum 8 jours avant la date prévue, des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter. Dans ce cas, l'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification. Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du maître d'ouvrage.  Dans un délai d’un mois suivant la fin des prestations, le maître d’ouvrage notifie au titulaire sa décision et, dans le cas d’une décision de réception, la date d'achèvement des travaux qu'il retient ainsi que les éventuelles réserves assorties à cette réception.  À l’issue de ce délai d’un mois, si le maître d’ouvrage ne notifie pas sa décision, la réception prend effet automatiquement et le titulaire est alors réputé avoir réalisé une prestation conforme au regard de l’accord ou de l’ordre de service. Si la réception est prononcée ou réputée comme telle, elle prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.  Dans le cas où certains tests ou épreuves doivent, au regard des stipulations prévues dans les clauses techniques particulières de l’accord, être exécutées après une durée déterminée ou à certaines périodes de l’année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l’exécution concluante de ces vérifications. Ils doivent être exécutés pendant le délai de la garantie de parfait achèvement. S’ils ne sont pas concluants, et que les performances attendues ne sont pas atteintes, ou s’ils démontrent un défaut quelconque, les anomalies relevées devront automatiquement être considérées comme faisant l’objet de réserves de la part du maître d’ouvrage, étant précisé que le délai d’un an fixé pour la levée de ces réserves court, pour ce qui les concerne, à partir de la date de fin des tests.  Le maître d’œuvre ne pourra en aucun cas se substituer au maître d’ouvrage dans le cadre de la décision de réception.  En cas de retard constaté sur les délais d’exécution contractuellement prévus, le titulaire assumera quand même l’application des pénalités conventionnelles quand bien même la prestation a été reçue en bonne et due forme |

* + 1. **Admission des prestations avec ou sans observations**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Réception |
| Libellé | **Admission** |
| Circonstance(s) | Si les opérations de vérification montrent que la prestation du maître d’œuvre qui fait l’objet des contrôles a été exécutée en parfaite conformité avec ses engagements et si les éventuels défauts constatés ne remettent pas en cause l’acceptabilité de son travail pour le maître d’ouvrage, celui-ci peut décider de prononcer son admission, assortie ou non d’observation, au moyen d’un bon de réception.    A contrario, si le maître d’ouvrage tarde à notifier sa décision d’admission, de réfaction ou de rejet, l’expiration du délai de réception emporte admission automatique de la prestation, avec effet à compter de jour de l'expiration.  La décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre vaut en tout état de cause admission tacite de l'élément de mission précédent. |
| Application(s) | Le maître d'ouvrage prononce l'admission des prestations en l'état ou avec observations si celles-ci répondent aux stipulations de l’accord.  La décision d'admission avec observations peut consister à la formulation d'observations à prendre en compte pour la réalisation des éléments de mission suivants ou de réserves à corriger.  Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du maître de l’ouvrage ou, en l’absence d’un tel délai, trois mois avant l’expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l’ouvrage peut les faire exécuter par un tiers, aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.  L'admission prend effet à la date de notification du bon de réception, avec admission en l'état ou admission avec observations. En cas d'admission tacite acquise à raison du silence du maître d’ouvrage, la date d'effet est l'expiration du délai de réception. |

* + 1. **Réfaction**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Réception |
| Libellé | **Réfaction** |
| Circonstance(s) | Lorsque le maître d’ouvrage considère que les prestations ne sont pas entièrement conformes aux stipulations de l’accord ou de l’ordre de service mais que ces imperfections ne sont pas de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l’utilisation des ouvrages, il peut accepter de transiger et prononcer la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l’importance des imperfections constatées. Il s’agit alors d’une réception sans réserves et les imperfections constatées sont couvertes de ce fait. |
| Application(s) | Conformément à l’article 2044 du code civil[[7]](#footnote-7) et avant l’expiration du délai de réception, le maître d’ouvrage informe expressément le maître d’œuvre de sa volonté de transiger dans un document écrit, chiffré et motivé qui précise quelle prestation de l’accord fait l’objet de la transaction et les anomalies qui justifient la réfaction.  Le titulaire est alors invité à présenter ses observations dans les 15 jours suivant cette notification. Si, à l’issue de ce nouveau délai, le titulaire donne son accord pour la transaction, celle-ci a, entre les parties, l’autorité de la chose jugée en dernier ressort et elle ne pourra être attaquée pour cause d’erreur de droit ni pour cause de lésion. Dans ce cas, la prestation est reçue avec la réfaction prévue et le maître d’ouvrage se résigne à accepter les défauts de conformité dénoncés.  Si le titulaire refuse la transaction ou qu’il ne manifeste pas son accord, le maître d’ouvrage dispose d’un nouveau délai de 7 jours pour décider de la réception, de l’ajournement ou du rejet de la prestation. |

* + 1. **Ajournement**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Réception |
| Libellé | **Ajournement** |
| Circonstance(s) | S’il lui apparaît que certaines prestations ne peuvent pas être reçues en raison de réserves déterminées, le maître d’ouvrage peut décider d’en ajourner exceptionnellement la réception par une décision motivée. |
| Application(s) | Avant expiration du délai de réception et après constatation de la nécessité d’un ajournement, le maître d’ouvrage invite le titulaire à rectifier les points de désaccord et à se présenter à de nouvelles opérations préalables à la réception à l’issue d’une prolongation qui ne pourra étendre le délai de réception de plus de 3 semaines.  La constatation de l’exécution de ces prestations donne alors lieu à un procès-verbal dressé dans des conditions identiques aux opérations de vérification précédentes.  En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui jusqu’à l’expiration de ce délai, le maître d’ouvrage a le choix de prononcer la réception de la prestation avec réfaction ou de la rejeter.  En cas de silence du maître d’ouvrage gardé au-delà du délai prorogé conformément à cet ajournement, la prestation est réputée rejetée. |

* + 1. **Rejet**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Réception |
| Libellé | **Rejet** |
| Circonstance(s) | Lorsque le maître d’ouvrage estime que la prestation n’est pas conforme aux stipulations de l’accord et qu’elle ne peut être reçue en l’état, il garde toujours l’opportunité d’en prononcer le rejet, nonobstant toutes les autres options dont il dispose. |
| Application(s) | Dans ces circonstances, le maitre d’ouvrage notifie sa décision de rejet motivée au titulaire avant expiration du délai de réception, lequel est invité à présenter ses observations sous 10 jours ouvrés  Si le titulaire ne présente aucune observation dans ce délai, la prestation est définitivement rejetée et le titulaire est tenu d’exécuter à nouveau la prestation prévue par l’accord, sans préjudice de l’application de la clause pénale prévue au présent accord, ou à en rembourser le prix.  Dans le cas contraire, à l’expiration de ce délai de réponse, le maître d’ouvrage peut infirmer sa décision sous 7 jours ; à défaut, il est réputé avoir refusé les observations du titulaire. |

* + 1. **Dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage (D.I.U.O.)**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage (D.I.U.O.)** |
| Objectif(s) | Dans un délai d’un mois suivant la date de notification de la décision de réception, le titulaire doit au maître de l’ouvrage les documents nécessaires à l’établissement d’un dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage (DIUO). Ce dossier rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l’entretien des ouvrages et parties d’ouvrages réalisés dans le cadre du présent accord. |
| Description | Le dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage mentionne la date définitive de fin de travaux et sans préjudice des autres documents exigés par les clauses techniques particulières, la version définitive et corrigée :   * des plans définitifs d’exécution des installations, comprenant les tracés des réseaux et les diamètres de chaque tronçon, le cas échéant, * de la liste complète et détaillée des pièces et matériaux installés avec mention du nom et de l’adresse du fabricant, des références, des caractéristiques essentielles, du nom et de l’adresse des grossistes ou distributeurs éventuels qui les ont fournis, * des copies des attestations d’examen C.E. de type ainsi que les copies de déclaration du fabricant attestant de la similitude des pièces et matériaux fournis avec ceux concernés par les examens C.E. de type, * des spécifications de pose, * des notices de fonctionnement décrivant les conditions d’utilisation des ouvrages et de leurs éléments d’équipements réalisés ainsi que les principaux incidents qui peuvent éventuellement les affecter et les mesures à prendre en conséquence, * des prescriptions de maintenance au cas où les notices de fonctionnement n’en contiendraient pas, * des conditions de garantie des fabricants attachées aux matériaux et équipements mis en œuvre, * des bordereaux établissant la mise au rebut des déchets conformément aux prescriptions du présent accord. |
| Conditions | Les documents du titulaire sont fournis en un exemplaire électronique reproductible incluant les documents photographiques.  Sur demande du maître de l’ouvrage, l’exemplaire reproductible de ces pièces écrites pourra être fourni de manière identifiable sur support optique, magnétique ou électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clef USB, etc…) sous un format standard lisible, sécurisé et inter opérable avec les logiciels utilisés par le maître de l’ouvrage (dwg, pdf, rtf, doc ou xls).  Un exemplaire des documents nécessaires à l’établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé éventuellement désigné par le maître de l’ouvrage. |

## Obligation de garantie

Au titre des articles 1792 et suivants du code civil ainsi que de son obligation principale, le titulaire garantit le maître de l’ouvrage contre tous les vices de construction relatifs au chantier dont il a eu la charge.

* + 1. **Garantie dommages ouvrage**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Garantie dommages ouvrage** |
| Objectif(s) | La garantie dommages ouvrage assure le maître d’ouvrage contre les malfaçons qui affectent la solidité de l’ouvrage et le rendent inhabitable ou impropre à l’usage auquel il est destiné. Ainsi, le titulaire reste responsable de tous les aspects de sa prestation susceptibles d’être à l’origine de tels désordres. |
| Description | Pendant dix ans suivant la réception des travaux, le titulaire doit répondre de tous les désordres relevant de cette garantie, c’est à dire :   * des dommages, même résultant d’un vice du sol, qui compromettraient la solidité de l’ouvrage à la suite de son intervention ou qui, l’affectant dans l’un de ses éléments constitutifs ou l’un de ses éléments d’équipement, le rendraient impropre à sa destination, pendant dix ans suivant la réception, * des dommages qu’il aurait provoqués et qui concerneraient la solidité des équipements de l’immeuble lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec des éléments de viabilité, de fondation, d’ossature, de clos ou de couvert. |

* + 1. **Garantie de bon fonctionnement**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Garantie de bon fonctionnement** |
| Objectif(s) | La garantie de bon fonctionnement impose au titulairede réparer ou remplacer les éléments d'équipement dissociables, qui peuvent être enlevés sans dégrader le bâti, qui présentent une défaillance et dont les désordres n’étaient pas apparents à la réception des travaux.. |
| Description | Pendant une durée de deux ans suivant la réception, le titulaire est responsable de plein droit envers le maître de l’ouvrage des défauts de fonctionnement ou de conformité des éléments d’équipement installés avec l’ouvrage sur lesquels il est intervenu. |

* + 1. **Garantie de parfait achèvement**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation principale |
| Libellé | **Garantie de parfait achèvement** |
| Objectif(s) | Le maître d’ouvrage bénéficie d’une garantie de parfait d’achèvement qui lui assure la correction de tous les éléments ayant fait l’objet de réserves à la réception des prestations. |
| Description | Lorsque la réception a été prononcée, le maître d’ouvrage est garanti contre toute réserve formulée dans l’année qui s’ensuit.  Le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons dont il est responsable dans le délai fixé par le maître de l’ouvrage ou, en l'absence d'un tel délai, avant l'expiration du délai de garantie légal. Au cas où ces travaux n'ont pas été réalisés dans le délai prescrit, le maître de l’ouvrage peut les faire exécuter à ses frais et risques par un tiers.  En outre, au titre du parfait achèvement de sa prestation, il est de tenu de réaliser les travaux de reprise ou de finition propres à corriger tous les désordres signalés par le maître de l’ouvrage ou le maître d’œuvre pendant un délai d’une année suivant la réception, de telle sorte que les ouvrages, parties d’ouvrage et autres prestations de travaux réalisés restent conformes à l’état dans lequel ils devaient se trouver lors de la réception.  Plus globalement, les dépenses correspondant à ces travaux complémentaires ayant pour objet de remédier à des déficiences imputables au titulaire sont à sa charge. En revanche, l’obligation de parfait achèvement ne s’étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l’usage ou de l’usure normale. |

* + 1. **Conditions de mise en œuvre de la garantie**

Quand bien même il ne serait établi aucune manœuvre dolosive, le titulaire est tenu de réparer les conséquences des vices constatés par le maître de l’ouvrage dans le cadre de ces garanties. Aussi, si des complications naissent d’un de ces vices, le maître de l’ouvrage pourra également demander réparation au titulaire du préjudice qui en résulte.

À l’expiration d’un délai de garantie, le titulaire est dégagé des obligations contractuelles correspondantes. Toutefois, si, à l’expiration de ce délai, le titulaire n’a pas procédé à l’exécution des travaux demandés au titre de la mise en œuvre de la garantie, le délai de garantie est automatiquement prolongé jusqu’à l’exécution complète des travaux, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou que le maître de l’ouvrage fasse appel à la mise en régie. De plus, le délai de garantie restant au jour de la demande de mise en conformité est automatiquement reconduit à l’issue de la remise en état.

## Obligation annexe en faveur de l’environnement

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Environnement** |
| Objectif(s) | L’empreinte environnementale de l’accord doit pouvoir être limitée au strict nécessaire, de telle façon que les besoins du maître d’ouvrage soient satisfaits sans que cela ait des conséquences écologiques disproportionnées. |
| Description | Au titre de ses obligations annexes, le titulaire veillera à la diminution de l’impact de sa prestation sur l’environnement, ce qui inclut notamment :   * l’utilisation, au sein de son organisation, d’outils de communication internes et externes dématérialisés ainsi que des actions en faveur du **télétravail** pour les affectations qui le permettent (emplois administratifs, juridiques, activités de comptabilité et secrétariats principalement), * **la limitation de l’usage du papier** et le choix de papier d’impression et de bois dont la production garantit la gestion durable des forêts, au moyen d’un label identifié choisi par le titulaire parmi des références reconnues (PEFC, FSC, etc…) * l’acquisition, au cours de l’exécution de l’accord, de **modes de déplacement moins polluants** (choix de motorisations électriques en lieu et place de motorisations hybrides et choix de motorisations hybrides en lieu et place des motorisations essence ou diesel) et l’optimisation ainsi que la mutualisation des trajets empruntés dès lors que ces mesures ne portent pas atteinte aux conditions de réalisation des prestations et notamment au respect des délais d’exécution, * l’usage le plus large possible d’un **outil informatique récent, économe en énergie** et adapté aux échanges en interne ou avec les clients, * lorsque c’est possible, la promotion, dans les documents d’étude, de produits et de **procédés peu voire non-nocifs pour l’homme et pour l’environnement**, et réduisant la consommation de chauffage, d’eau courante ou d’électricité, sans que cela ne puisse justifier une diminution des performances, de la stabilité, de la durabilité ou de toute autre caractéristique essentielle à la prestation, * toutes les mesures propres à diminuer l’impact sonore de ses prestations. |
| Contrôle | Le titulaire doit être en mesure d’en justifier, pour lui-même, ses cotraitants ou ses sous-traitants, en cours d’exécution de l’accord, sur simple demande du maître d’ouvrage. À défaut, il s’expose à l’application des pénalités prévues par les présentes. |

* + 1. **Obligation annexe de maintien de l’hygiène**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Respect de l’hygiène** |
| Objectif(s) | Au titre de ses obligations annexes, le titulaire doit le maintien de l’hygiène et nettoyage du chantier pour ce qui le concerne. Il est responsable du maintien en ordre de son matériel, de ses outils ainsi que de tous les produits entrant ou sortant du chantier au titre de sa prestation. |
| Description | Le titulaire prend la responsabilité pleine et entière de la surveillance de l’hygiène sur son chantier.  Il doit s’assurer de respecter les dispositions de l’article R. 4228-1 du code du travail.  Par ailleurs, il doit pouvoir garantir que l’entreposage des matériaux et outils soit réalisé à l’abri des intempéries et des vols, dans les endroits éloignés de toute circulation et sue tout soit disposé de façon organisée.  Il devra être fait une application stricte des dispositions d’hygiène et de sécurité en vigueur par une surveillance continue du contremaître sur le lieu de la prestation afin d’éviter tout accident aux personnes employées à un titre quelconque ainsi qu’aux personnes qui y sont étrangères, et notamment les occupants normaux des locaux dans lesquels cette prestation est exécutée.  Au fur et à mesure de l’avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des zones mises à sa disposition par le maître d’ouvrage pour l’exécution des travaux. À la fin des travaux, ces zones devront être libres de toute occupation ou de toute pollution, ceci incluant le repliement des installations de chantier, l’enlèvement des derniers déchets et le nettoyage sommaire des lieux.  À défaut d’exécution de tout ou partie de ces prescriptions, 30 jours après mise en demeure par ordre de service du maître d’ouvrage restée sans effet les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent être transportés d’office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe ou être vendus aux enchères publiques. Ces opérations seront faites aux frais du titulaire, outre l'éventuelle application de pénalités. |

* + 1. **Obligation annexe de traitement des déchets**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Traitement des déchets** |
| Objectif(s) | Au titre de ses obligations annexes, le titulaire se voit incomber la responsabilité du traitement des déchets que sa prestation produit. Il réalise chaque jour la collecte et le tri de ses déblais, gravats, débris et autres déchets, puis procède à leur transport vers l’endroit déterminé avec le maître d’œuvre pour leur entreposage. Les déchets en excédent pourront soit être réemployés et valorisés pour les besoins du chantier soit être évacués du chantier. |
| Description | Les déchets destinés à l’évacuation sont déposés en décharge par le titulaire, à ses frais. Afin que le maître d’ouvrage, en tant que producteur, puisse s’assurer du traitement des déchets du chantier, le titulaire lui fournit des bordereaux de suivi. Ainsi, il lui remet, avec copie au maître d’œuvre, les récépissés cerfa n°12571\*01 ou constats d’évacuation des déchets équivalents signés contradictoirement avec les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d’élimination (décharge publique, incinérateur…). Pour les déchets dangereux, l’usage d’un bordereau de suivi spécifique et conforme à la réglementation est obligatoire.  En l’absence d’un de ces constats et bordereaux, le titulaire est considéré comme n’ayant pas exécuté une obligation annexe de l’accord et il devra garantir le maître d’ouvrage contre toutes les conséquences de sa faute ou de sa négligence.  À la fin des travaux, avant l’expiration du délai contractuel et au titre de son obligation principale, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, sans préjudice d'application de toute autre forme de pénalité. |

# PARTIES CONTRACTANTES

## Le maître d’ouvrage[[8]](#footnote-8)

La Caisse primaire d'assurance maladie de l'Essonne, ayant son siège à Évry (91000), 2 rue Ambroise Croizat, représentée par son Directeur général, Monsieur Albert LAUTMAN, qui a donné délégation de signature à Monsieur Frédéric BAYSSELANCE, Directeur général adjoint.

## Le titulaire[[9]](#footnote-9)

|  |
| --- |
| Nom :Cliquez ici pour taper du texte.  Adresse ou siège social :Cliquez ici pour taper du texte.  RCS/SIRET :Cliquez ici pour taper du texte.  N° d’APE :Cliquez ici pour taper du texte.  Dans le cas d’une personne morale, nom du représentant habilité :    Téléphone : Cliquez ici pour taper du texte.  Télécopie :Cliquez ici pour taper du texte.  Courriel :Cliquez ici pour taper du texte. |

## Le maître d’œuvre[[10]](#footnote-10)

Est le maître d’œuvre la personne physique ou morale désignée comme tel par un document contractuel signé par le maître d’ouvrage. À défaut, la mission de maîtrise d’œuvre est assumée par le maître d’ouvrage.

Dans tous les cas, les honoraires du maître d’œuvre ne sont pas à la charge du titulaire.

## Cotraitance

Les candidats sont autorisés à se présenter sous forme de groupement d’entreprises.

Dans le cadre d’une telle cotraitance, le groupement titulaire est représenté par son mandataire vis-à-vis du maître d’ouvrage. Ainsi, toute notification émanant du maître d’ouvrage sera adressée au seul mandataire, qui a compétence exclusive pour formuler des observations au nom de l’ensemble du groupement.

Dans sa candidature, le mandataire doit fournir la liste des personnes morales ou physiques appartenant au groupement, classée par ordre de priorité. Il joint également les attestations démontrant qu’il a reçu délégation pour les représenter si ces dernières n’ont pas signé l’accord. En l’absence d’un de ces éléments, le mandataire est réputé se présenter seul.

En cas de défaillance du mandataire durant l’exécution de l’accord, le groupement est tenu de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l’issue d’un délai de 5 jours courant à compter d’une mise en demeure du maître d’ouvrage adressée à l’ensemble des membres, le cocontractant énuméré en deuxième position dans la liste des cotraitants fournie avec l’offre devient le nouveau mandataire du groupement. En cas de défaillance de ce dernier, les suivants sont désignés dans les mêmes conditions.

En cas de groupement conjoint, la liste annexée aux présentes doit préciser le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. À défaut, le groupement est réputé solidaire. Les paiements sont alors versés sur un compte unique ouvert au nom du mandataire, qui fait son affaire de la répartition des sommes perçues.

Dans tous les cas, le mandataire reste solidaire de chacun des autres à l’égard du maître d’ouvrage jusqu’au terme de l’accord. Il est la seule personne habilitée à présenter une demande de paiement au maître d’ouvrage ou à transmettre les réclamations des autres membres.

## Obligation annexe de déclaration en cas de sous-traitance

Pour l’exécution d’un marché subséquent ou d’une partie plus substantielle de cet accord, le titulaire peut avoir recours à la sous-traitance, notamment en ce qui concerne le transport et la livraison. Les sous-traitants devront être déclarés au maître d’ouvrage et acceptés conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Cette déclaration est considérée comme une obligation annexe du titulaire pouvant donner lieu à l’application de pénalités à compter du jour de la découverte, par le maître d’ouvrage, d’une sous-traitance non déclarée.

La notification de l’accord ou du marché subséquent emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement en cas de déclaration préalable en bonne et due forme. Autrement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement peuvent être soit constatés par la signature du maître d’ouvrage apposée sur un acte de sous-traitance conforme, ou présumée en l’absence de réponse du maître d’ouvrage dans les 15 jours suivant la réception de cet acte.

Dès réception de la notification d’une acceptation en ce sens ou à l’expiration du délai de 15 jours, le titulaire fait connaître au maître d’ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant, au titre de ses obligations annexes.

Dans tous les cas, le titulaire ne pourra en aucun cas s’affranchir de sa responsabilité quant aux résultats des opérations qui auront été sous-traitées.

# TEXTES APPLICABLES

## Droit et prescriptions légales

Le droit applicable au présent accord est le **droit français** et plus particulièrement :

* Le code de la commande publique,
* les principes généraux du droit issus du code civil,
* le code du travail, le code de la santé publique et le règlement sanitaire départemental applicable en vertu de son article L. 1311-2,
* le code de la construction et de l’habitation et en particulier à ses dispositions concernant la sécurité dans les établissements recevant du public.

De fait, les **tribunaux français** sont seuls compétents.

L’ensemble des stipulations contractuelles prévues dans l’accord-cadre s’imposent lors de l’exécution des bons de commande et des marchés subséquents.

|  |
| --- |
| **REMARQUE** :  Par commodité dans le présent accord-cadre les « marchés subséquents » et « bons de commande » seront désignés par la terminologie « ordre de service ». |

Toutes les correspondances relatives à l’accord sont rédigées en **français**.

Conformément aux articles 1 à 2 du code civil, les effets juridiques de cet accord-cadre demeurent régis par les dispositions sous l’empire desquelles il a été conclu, si bien que les textes qui s’imposent à lui seront appréciés à la date de la remise de l’offre par le titulaire, à l’exception des dispositions d’ordre public. Il en va de même lors de l’édition des ordres de service.

Le titulaire devra respecter, en outre :

* le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et son décret d’application n°2018-687 du 1er août 2018,
* les normes rendues obligatoires par arrêté ministériel à la date de la remise de son offre et les normes expressément citées dans les présentes, le cas échéant,, à l’exclusion de toutes les autres normes,
* les exigences de classement au feu, degré coupe-feu ou pare-flammes requis par la réglementation (tous les produits, matériaux et équipements mis en œuvre devront avoir l'indice de protection et le degré de réaction au feu requis, selon les conditions d'influences externes des différents locaux),
* le cahier de recommandations des clauses techniques générales pour les travaux de pré câblage édictées par le centre national de gestion du réseau de télécommunications de l'assurance maladie,
* les prescriptions de mise en œuvre des fabricants,
* les règles de l’art, telles qu’elles sont retranscrites dans les documents techniques unifiés élaborés par la commission générale de normalisation du bâtiment, dans les classements de produits élaborés spécifiquement par le centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) et plus globalement toutes les prescriptions qui assurent à l’ouvrage et à son usager une solidité, une sécurité et une fiabilité adaptées à la destination des lieux.

A noter que lorsqu'un bâtiment est classé dans les établissements recevant du public (E.R.P.), et le titulaire est tenu de s'assurer que les installations ou équipement soient réalisés en conformité avec les dispositions de la réglementation; le contrôle exercé par l'administration ou son représentant ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (Article R. 123-43 du code de la construction et de l’habitation).

## Repères monétaires

La monnaie de compte de l’accord est l'euro (€). Le prix libellé en euros restera identique en cas de variation de change.

## Pièces contractuelles

Les parties s’engagent à respecter les stipulations du présent accord-cadre telles qu’elles figurent dans les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, **par ordre de priorité** :

* le présent acte d’engagement avec ses annexes, y compris le bordereau de prix unitaires et les notes de bas de page,
* les articles du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) tel qu’il figure dans l’arrêté publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 texte n°19, sous réserve qu’ils soient cités par les présentes clauses, et seulement dans la stricte limite de ce que ces dernières prévoient,
* les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l’accord-cadre,
* très subsidiairement, le mémoire technique fourni avec l’offre du titulaire.

Ces documents ont été faits en un exemplaire original, conservé par le maître d’ouvrage. La notification de l’accord est accompagnée d’une copie de toutes les pièces contractuelles délivrée sans frais au titulaire, sans préjudice des documents mentionnés à l’article R2191-46 du code de la commande publique[[11]](#footnote-11).

# FORME DE L’ACCORD

Le présent accord est une convention de droit privé conclue en application de l’article L. 124-4 du code de la Sécurité sociale. Conformément à l’article R.2162-3, il est exécuté en partie à bons de commande et en partie par la conclusion de marchés subséquent.

Les prestations concernées appartiennent à la famille des **travaux**.

Pour l’ensemble des prestations déjà prévues dans un bordereau de prix unitaires joint à l’acte d’engagement, les ordres de services transmis au titulaire ont valeur de bons de commande. Pour l’ensemble des autres prestations, le maître d’ouvrage respectera la procédure préalable prévue dans le présent accord pour la rédaction des marchés subséquents.

L’ensemble dépend du régime de **contrat de louage d’ouvrage** ou **contrat d’entreprise** au sens des articles 1709 et 1710 du code civil : le titulaire œuvre en tant qu’entrepreneur et s’oblige principalement, contre une rémunération, à réaliser, de façon indépendante, pour le compte du maître d’ouvrage, les prestations décrites par les pièces contractuelles.

## Allotissement

Conformément à l’article L2113-10 du code de la commande publique, il est mono-attributaire et il n’est pas alloti[[12]](#footnote-12) en raison :

* + - de l’amoindrissement de l’intérêt de l’accord pour les entreprises de petite taille ou de taille moyenne s’il était scindé, vu le caractère indissociable de l’ensemble des prestations qu’il suppose,
    - de la nécessaire harmonie et coordination des prestations, que le maître d’ouvrage n’a pas les moyens techniques d’assurer par lui-même en cas de multiplicité des intervenants,
    - de la perte du bénéfice d’économies d’échelle substantielles, pouvant faire obstacle à la bonne gestion des fonds publics,
    - subsidiairement, de la possibilité laissée aux petites et moyennes entreprises de se rassembler en groupement héritant directement de la responsabilité de la répartition des tâches et délestant ainsi le maître d’ouvrage de cette charge inacceptable.

## Variantes

Cet accord n’autorise aucune variante.

## Prestations supplémentaires éventuelles

Cet accord ne prévoit aucune prestation supplémentaire éventuelle.

## Estimation financière prévisionnelle

Conformément à l’article R. 2162-4 2° du code de la commande publique, cet accord est conclu par le maître d’ouvrage sans montant minimum et pour un montant estimatif maximal de 3 500 000 € HT sur la totalité de sa durée.

Ce montant est fixé au regard de nombreux projets d’ampleur envisagés durant cette durée, et ne constitue pas un engagement contractuel de la maîtrise d’ouvrage, sauf à mettre fin au présent accord une fois ce montant atteint.

# DURÉE DE L’ACCORD

Le présent accord-cadre est conclu pour une période d’un an, renouvelable trois fois par tacite reconduction, ou pour le montant maximum précisé par les présentes s’il est atteint avant la fin de cette durée.

Aucune prestation ne pourra se poursuivre au-delà du terme de l’accord : les prestations en cours d’exécution relèveront alors du titulaire désigné par une nouvelle mise en concurrence.

# PRIX DE L’ACCORD

L’ensemble de l’accord-cadre est passé à prix unitaires actualisables, conformément à l’article R. 2112-6 1° du code de la commande publique. Les prix figurant sur le bordereau de prix constituent un engagement du titulaire qui devra s’y conformer dans sa facturation.

La somme maximale due par le maître d’ouvrage au titulaire pour un chantier doit pouvoir être déterminable à l’avance en multipliant les prix unitaires par le nombre d’éléments d’ouvrage mis en œuvre, d’après leur nature. Ainsi, un prix étant proposé pour une prestation identifiée sur le bordereau de prix unitaire de l’accord-cadre ou à l’issue d’une demande de devis en vue de la conclusion d’un marché subséquent, le titulaire devra veiller à respecter ces montants lors de la facturation.

Tous les montants TTC de l’accord sont calculés en appliquant les taux de taxe en vigueur lors de l’exécution de la prestation et **intègrent l'écotaxe chaque fois qu’elle s’applique**. En cas de remise en question par l’administration fiscale d’un ou plusieurs de ces taux, avec obligation de régularisation, le titulaire s’engage à rembourser au maître d’ouvrage les montants trop perçus. Dans le cas contraire, il est autorisé d’augmenter ses prix TTC à proportion du surcoût que la hausse de la taxe implique, sans que les montants HT ne puissent être altérés.

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, reconnait être averti que les prescriptions techniques définies dans le présent accord peuvent ne pas être totalement exhaustives et qu’il me revient de prendre en compte, dans les tarifs que je propose, l’ensemble des opérations nécessaires à la réalisation d’une prestation conforme plutôt que de m’en tenir strictement aux moyens énoncés.  À ce titre, je reconnais qu’il suffit qu’une prestation soit indiquée dans les pièces contractuelles telles que je les ai acceptées pour que j’en doive la pleine et entière exécution, selon les règles de l’art.  Dans tous les cas, je ne pourrai pas arguer des imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions des pièces contractuelles après l’attribution pour justifier une demande de supplément ou me soustraire à ses obligations et refuser, notamment, de s’exécuter dans le cadre et les conditions des pièces contractuelles. |

## Assiette des prix

|  |
| --- |
| ***IMPORTANT :***  *Chaque prix unitaire inclut la dépose des existants nécessaire à la réalisation des travaux et correspond au parfait achèvement d’une prestation définie par les pièces énumérées dans l’acte d’engagement du présent accord. Il tient compte de l’ensemble des dépenses résultant de son exécution ou de l’exécution des obligations annexes, et notamment :*   * *des frais spéciaux (investissements, financements et assurances) ainsi que les droits de brevets éventuels,* * *des frais généraux et notamment les frais d’études, les frais de livraison, les frais de main d’œuvre affectés à la prestation, les frais de déplacement et de transport, ou les frais de préparation, y compris l’installation des échafaudages dont la hauteur n’excède pas 9 mètres, dispositifs de sécurité, échelles, agrès ou passerelles, le balisage ou la signalisation,* * *des frais indirects, constitués notamment du coût des outils et équipements et plus généralement du matériel utilisé, des salaires indirects ainsi que des frais de fonctionnement et d’entretien,* * *des frais d’assurance,* * *de l’ensemble des coûts générés par faute du titulaire,* * *des charges, impôts et taxes, y compris toutes les charges et cotisations sociales,* * *des marges du titulaire,* * *la constitution ou l’obtention de documents administratifs et techniques pour le chantier et leur reproduction, y compris les attestations de conformité rendues nécessaires par la réglementation ou les règles de l’art,*   *En particulier, les prix unitaires du bordereau et les prix communiqués par le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre incluront systématiquement :*   * *l’installation puis l’enlèvement des clôtures, dispositifs de sécurité et installations d’hygiène du chantier, ceci comprenant l’éclairage, ainsi que la signalisation extérieure,* * *la construction et de l’entretien des moyens d’accès et des chemins de service nécessaires au chantier,,* * *la protection des existants et le déplacement des mobiliers avant les travaux,* * *les essais, tests, épreuves, recettes et mises en conformité de la prestation,* * *le nettoyage et l’enlèvement des gravats en cours et à la fin du chantier.* |

À ce titre, le titulaire doit la pleine et entière réalisation des ouvrages en contrepartie des prix convenus et il est réputé avoir proposé ces derniers en toute connaissance de cause et en tenant compte des éventuels aléas, vicissitudes et frais annexes.

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, reconnait être averti que les prescriptions techniques définies dans le présent accord peuvent ne pas être totalement exhaustives et qu’il me revient de prendre en compte, dans les tarifs que je propose, l’ensemble des opérations nécessaires à la réalisation d’une prestation accomplie plutôt que de m’en tenir strictement aux moyens énoncés.  À ce titre, je reconnais qu’il suffit qu’une prestation soit indiquée dans les pièces contractuelles telles que je les ai acceptées pour que j’en doive la pleine et entière exécution, selon les règles de l’art.  Dans tous les cas, je ne pourrai pas arguer des imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions des pièces contractuelles après l’attribution pour justifier une demande de supplément ou me soustraire à ces obligations et refuser, notamment, de m’exécuter dans le cadre et les conditions des pièces contractuelles. |

## Actualisation des prix unitaires

Conformément à l’article R. 2112-11 du code de la commande publique, si la période séparant le début d’exécution des prestations du titulaire et la date de remise de l’offre excède 3 mois, une actualisation des prix s’applique.

L’indice retenu pour l’actualisation des prix est l’indice des prix «BT27» base 2010 ([série 1710966](https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710978)). Il est publié par l’INSEE en application du décret 2014-114 du 7 février 2014.

L’actualisation des prix reste exclue pendant les 3 premiers mois puis ces derniers pourront être réévalués pour chaque ordre de service, au moyen de la formule suivante :

dans laquelle :

P = prix actualisé, arrondi au supérieur

P0 = prix initial

I = indice en cours à la date de la révision

I0 = indice en cours à la date d’attribution de l’accord-cadre

|  |
| --- |
| **Pour que l’actualisation soit effective, le titulaire est tenu de transmettre au maître d’ouvrage le bordereau de prix mis à jour avec les prix revalorisés au plus tard, un mois après le début de l’exécution de ses prestations. À défaut, il est réputé accepter la conservation des conditions tarifaires initiales de son offre.** |

## Modalités de règlement

L’ensemble des prestations exécutées sur la base d’un même bon de commande ou marché subséquent constituera une unité de paiement. Chaque bon de commande ou marché subséquent sera formalisé par un ordre de service et donnera lieu à une facturation unique.

L'avance sur le calendrier d'exécution ou le délai d'exécution ne donnera droit à aucune prime. Le titulaire ne pourra pas prétendre au versement d’acomptes, sauf accord express du maître d’ouvrage. Les prestations ne donneront lieu à un aucun règlement partiel définitif[[13]](#footnote-13).

|  |
| --- |
| **CLAUSE DE SÛRETÉ** :  Conformément à l’article L.2191-7 du code de la commande publique, une somme égale à 5% du montant total TTC correspondant à chaque ordre de service sera conservée comme retenue de garantie et aura pour seul objet de couvrir les réserves formulées lors de la réception des travaux. La retenue de garantie sera libérée au plus tard un mois après la levée des réserves. En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires seront versés par le maître d’ouvrage.  Conformément à l’article R.2191-36 du même code, cette retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande. Toutefois, l’implication d’une caution personnelle et solidaire est exclue. De plus, dans l’hypothèse où cette garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa demande de paiement, la retenue de garantie sera appliquée automatiquement. |

Les prestations seront réglées à terme échu, sur présentation, par le titulaire, de factures établies en un seul exemplaire original récapitulant les opérations effectuées au cours de la période visée, déduction faites des éventuels acomptes consentis par le maître d’ouvrage en fonction de l’avancement des travaux et des informations figurant au bordereau de prix unitaire.

* + 1. **Solde et décompte final**

Sans préjudice des éventuels acomptes demandés, l’ensemble des prestations exécutées pour le maître d’ouvrage sont réglées après parfait achèvement des travaux, sur présentation de la facture valant demande de paiement. Après constatation de l'achèvement de l’ensemble de ses missions au titre d’un ordre de service, dans les conditions prévues au présent accord et suivant un délai de 30 jours à compter de la notification de la dernière décision d'admission des prestations, le titulaire adresse au maître d’ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'une facture valant projet de décompte provisoire.

Ce décompte établit le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution d’un ordre de service dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées et des modalités de fixation du prix indiquées dans l’accord. Le titulaire est lié par les indications figurant sur ce projet de décompte.

Ce décompte provisoire doit tenir compte, dans le calcul définitif du solde :

* du ou des prix unitaires applicables ou du montant négocié dans le cadre du marché subséquent ;
* de l’éventuelle actualisation de ces prix ;
* du récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
* du montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
* du montant des diverses pénalités applicables au titre du présent accord ;
* du surcoût éventuellement supporté par le maître d’ouvrage en cas d’exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire défaillant, au titre de la différence entre le prix qu’il aurait dû régler au maître d’œuvre pour la réalisation de la prestation et le prix effectivement payé pour l’exécution de celles-ci par un tiers ;
* de l’incidence des taxes applicables et notamment de la TVA.

Pour être exigible, chaque facture doit s’accompagner d’un bon de réception en bonne et due forme démontrant que les prestations concernées ne font l’objet d’aucune contestation par le maître d’ouvrage. En l’absence du document susmentionné, il revient au titulaire de démontrer l’exécution conforme de son obligation pour obtenir le paiement du solde. Aucun élément émanant du titulaire ou de ses préposés ne pourra être accepté à titre de preuve de la bonne exécution d’une prestation. Ces preuves devront résulter de faits ou d’actes émanant de tierces personnes ou du maître d’ouvrage lui-même, lesquels attesteront d’une réalisation conforme.

* + 1. **Formalités de facturation**

En application des dispositions de l’article L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le titulaire doit privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. L’application Chorus Pro est accessible gratuitement depuis l’adresse sécurisée :

[**https://chorus-pro.gouv.fr**](https://chorus-pro.gouv.fr)

Chorus Pro doit rester le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l’intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée :

* en cas de réception d’une facture électronique non adressée via Chorus Pro, le maître d’ouvrage informera le titulaire du rejet de sa facture,
* en cas de réception d’une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l’intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, le maître d’ouvrage informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l’invitera à renvoyer via le portail une facture dûment rectifiée.

Pour pouvoir y déposer ses factures, le titulaire devra renseigner au préalable les champs suivants dans l’outil :

* Le numéro de SIRET, qui identifiera le maître d’ouvrage en tant que destinataire de la facture : 32372216500020
* Le cas échéant, le numéro d’engagement qui correspond au numéro d’ordre de service,
* La référence de l’accord telle qu’elle figure sur les présentes.

En cas d’interrogation sur les modalités d’utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter [le site Communauté Chorus Pro](https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/) et l’aide en ligne du portail Chorus Pro. Dans le cas où, l’usage de la facture électronique ne serait pas possible et que cette impossibilité aura pu être constatée avec le maître d’ouvrage, le titulaire pourra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

**Caisse primaire d'Assurance Maladie de l’Essonne**

**Direction générale adjointe - Service des achats et contrats**

**2 rue Ambroise Croizat**

**91039 Evry cedex**

Elles devront mentionner :

* les nom et adresse du titulaire,
* les noms et adresse du maître d’ouvrage en tant que destinataire,
* la référence de l’accord et de l’ordre de service,
* les coordonnées du compte bancaire ou postal telles qu’elles sont précisées dans les présentes ou telles qu’elles sont indiquées par le titulaire ultérieurement à leur signature,
* le numéro et la date de la facturation,
* le détail des prestations, et notamment la date et le lieu, les références de l’ordre de service et le détail des prix établi conformément aux stipulations des documents contractuels, hors TVA et, le cas échéant, diminué des éventuelles réfactions ou pénalités, y compris la répartition en cas de sous-traitance ou de cotraitance,
* le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation des prix, le cas échéant ;
* les fournitures qui, en application des stipulations de l’accord ou d’un commun accord entre les parties, sont payées alors même qu’elles restent stockées chez le titulaire,
* le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie,
* le montant des taxes applicables, avec l’énumération des taux applicables à chaque prestation et leur assiette,
* les références de la police d’assurance souscrite avec dates d’effet et d’expiration.

En outre, elles indiqueront, conformément à la loi N° 92-1442 du 31 décembre 1992 :

* la date à laquelle le règlement doit être réalisé,
* les conditions d'escompte applicables en cas de règlement à une date antérieure à celle fixée,
* la notion d'absence d'escompte.
  + 1. **Modalités de paiement**

Dès transmission de la facture accompagnée des pièces justificatives justifiant que la prestation tarifée a pu faire l’objet d’une réception en bonne et due forme, et si la facture ne fait l’objet d’aucune réserve, le maître d’ouvrage procède au paiement.

Le paiement des sommes dues au titre de chaque facture réceptionnée en bonne et due forme interviendra au plus tard 30 jours à compter de la réception de la facture, conformément aux articles R2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant, conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique. Le taux des intérêts moratoires et le montant de cette indemnité sont fixés conformément à ces articles.

En cas de désaccord lié au paiement d’une facture, le maître d’ouvrage règle les sommes qu’il a admises. En l’absence de détails suffisamment précis dans la tarification, la part du paiement qui est suspendue est déterminée par le maître d’ouvrage selon les informations figurant sur les pièces contractuelles, sans que sa responsabilité puisse être mise en cause.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le maître d’ouvrage se réserve le droit, à tout moment, de retirer une prestation en cours au titulaire pour la confier à un tiers. Dans ce cas, le titulaire lui transmet l’estimation de ce qui a été réalisé et qui n’est pas encore réglé et cette estimation constituera le solde de l’accord.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire de l’accord ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 45 jours écoulé suivant une échéance de paiement, le maître d’ouvrage peut procéder d’office à la liquidation, sur la base d’un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

Lorsque la demande de paiement est présentée par un sous-traitant agréé participant à l’exécution d’une prestation demandée, ce dernier joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant de l’ensemble des prestations que le sous-traitant a exécutées au titre de l’accord. Le paiement au sous-traitant reste suspendu à l’appréciation du maître d’ouvrage et répond aux mêmes conditions que pour le titulaire lui-même.

Le maître d’ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent accord en faisant porter leur montant au crédit du compte ouvert au nom de :

|  |
| --- |
| Société ou l'Entreprise :Cliquez ici pour taper du texte.    Banque (nom et adresse) :Cliquez ici pour taper du texte.    Code banque :Cliquez ici pour taper du texte.  Code guichet :Cliquez ici pour taper du texte.  N° de compte :Cliquez ici pour taper du texte.  Clé :Cliquez ici pour taper du texte. |

En cas de changement de compte, la modification ne donnera pas lieu à la rédaction d'un avenant.

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire :

**Le Directeur comptable et financier de la Caisse primaire d'Assurance maladie de l'Essonne.**

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique, est :

**Monsieur le Directeur général adjoint de la Caisse primaire d'Assurance maladie de l'Essonne.**

# STIPULATIONS D’ORDRE GENERAL

## Force majeure

Le titulaire ne pourra recevoir aucune indemnité au titre des préjudices causés par sa propre négligence, un défaut de moyens ou une fausse manœuvre et il lui incombe de prendre à ses frais, risques et périls toutes les circonstances étrangères à l’imprévision ou la force majeure, lorsqu’elles compromettent les prestations.

Lorsqu’il est dans l’impossibilité de respecter un délai du fait d’un événement ayant le caractère de force majeure, il doit signaler au maître d’ouvrage les causes faisant obstacle à l’exécution de ses obligations, avec mention de la durée de suspension demandée, dans un délai de 5 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin de l’accord, dans le cas où l’accord arrive à échéance avant expiration de ce délai. Le délai d’exécution de la prestation est alors suspendu jusqu’au rétablissement des conditions d’exécution normales et, ainsi modifié, il garde les mêmes effets que le délai initial.

Si la demande de suspension est insuffisamment motivée, mal justifiée ou si elle est transmise tardivement, la suspension du délai peut être refusée. Le maître d’ouvrage dispose de 7 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour notifier ce refus. Auquel cas, le délai initial n’est pas suspendu et le maître d’ouvrage pourra faire application de la clause pénale dans les conditions prévues au présent accord si un retard est constaté.

Dans tous les cas :

* aucune demande de suspension de délai ne peut avoir pour effet de prévoir l’exécution d’une prestation au-delà du terme de l’accord,
* aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation,
* aucune augmentation de la durée des prestations résultant de ces circonstances ne pourra donner lieu à une quelconque indemnisation d’une des parties à l’accord, les deux parties convenant que le préjudice qui en résulte ne peut être attribué à leur cocontractant.

## Formalisme

La notification est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique, permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Au cours de l’accord, les décisions ou informations de toutes sortes qui concernent son exécution sont transmises :

* soit oralement à l’autre partie ou à son représentant contre récépissé écrit qui établit sans équivoque la date de leur communication,
* soit par tout autre moyen, écrit ou dématérialisé, lorsque ce mode de transmission garantit que l’attestation de la date de réception de l’envoi soit exacte et dépourvue de tout caractère potestatif, comme c’est le cas avec le courrier recommandé ou le courrier électronique avec accusé de réception.

La date des récépissés écrits et des accusés de réception sert de point de départ aux délais associés à la notification correspondante. À défaut de tels documents, ladite notification est réputée n’avoir jamais eu lieu.

Pendant toute la durée de l’accord, les documents dématérialisés échangés n’ont pas à comporter de signature à l’exception des actes spéciaux de sous-traitance ou de tout éventuel avenant. Les documents signés devront être assortis d’une signature électronique conforme (formats de signature XML advanced electronic signatures - XAdES, CMS advanced electronic signatures - CAdES, et PDF advanced electronic signatues - PAdES) et vérifiable.

Pour cela, le certificat électronique associé à chaque signature devra être conforme aux exigences de l’article 2 de l’arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique et du règlement « eIDAS » n°910/2014 du 23 juillet 2014. Il devra être labellisé comme tel par un prestataire de service de confiance (PSC) mentionné dans la liste de confiance publiée pour la France, (<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>), conformément à l’article 22 du règlement « eIDAS ».

Chaque fichier électronique échangé doit en outre garantir l’interopérabilité avec les logiciels de lecture couramment utilisés par le destinataire, à charge pour l’expéditeur de s’en assurer avant l’expédition.

Les envois doivent être faits aux coordonnées mentionnées dans les documents contractuels et chaque partie est responsable de leur validité pour ce qui la concerne : en cas d’erreur dans la communication de ces coordonnées, la seule preuve d’expédition conforme permet d’établir la notification et, sauf clause contraire du présent accord, les délais attenants commencent à courir après l’expiration d’une période de 48 heures à compter de la date d’envoi.

## Modalités de computation des délais

Les délais d’exécution de l’accord débutent avec son attribution puis lors de l’expédition du bon de commande ou de l’attribution du marché subséquent, sous forme d’ordres de service. Ils s’achèvent à l’échéance prévue après épuisement de la période définie pour la prestation concernée. Un retard est constaté dès lors que l’exécution d’une prestation s’achève après ce terme ou lorsqu’une prestation reste inachevée à la date limite de validité de l’accord.

Pour les horaires indiqués au titre des présentes, le fuseau horaire utilisé est celui de Paris (UTC +1/+2).

Lorsqu’un délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième et, s’il n’existe pas de quantième correspondant au cours du mois du terme, il expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsqu’un délai est mentionné en jours, il s’agit de jours ouvrés non francs :

* Le jour fixé comme point de départ du délai est comptabilisé et ce délai expire à minuit, au jour du terme.
* Les samedis, dimanches et jours fériés ne sont pas décomptés du délai.

Tout délai mentionné en heures commence à courir à la fin de la minute du point de départ et trouve son terme une fois le nombre d’heures indiqué épuisé. Pour ce décompte, l’horloge du maître d’ouvrage tient lieu de référence.

De façon générale, tous les délais s’appliquant au titulaire sont prorogés à hauteur du temps qui aura été nécessaire au maître d’ouvrage pour effectuer ses opérations de vérification et pour transmettre sa décision.

Si l’exécution d’une prestation est réalisée après expiration du délai attendu, le maître d’ouvrage pourra faire application de la clause pénale, voire de la clause résolutoire. Tous les délais inscrits au présent accord s’appliquent au titulaire, quand bien même le retard serait imputable à un cotraitant ou un sous-traitant.

La date et l’heure d’exécution effective des prestations du titulaire doivent figurer sur les bons de réception contresignés par le représentant habilité du maître d’ouvrage. Il reviendra au titulaire de produire les bons correctement datés pour éviter l’application de pénalités qui, en cas d’absence définitive de bons conformes, tiendront compte d’une absence totale de prestation.

|  |
| --- |
| **Tous les délais inscrits au présent accord s’appliquent au titulaire, quand bien même le retard serait imputable à un cotraitant ou un sous-traitant.** |

## Modalités de constatations

Au sens du présent accord, la constatation est une opération matérielle et le constat le document qui en résulte. En l’absence d’huissier de justice ou d’un représentant assermenté, toutes les constatations sont réalisées de manière contradictoire en présence des parties, et elles sont consignées sur un procès-verbal qui fera office de constat. Les constatations faites dans l’optique de la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou de l'autre des parties ne préjugent pas de l'existence de ces droits : elles ne peuvent être exploitées au-delà de la description des faits qu’elles délivrent.

En particulier, le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment parce que les prestations concernées sont susceptibles de se trouver dissimulées, inaccessibles ou incontrôlable, passé un certain délai. Dans ces conditions, il peut convoquer le maître d’ouvrage. À défaut et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du maître d’ouvrage relative à ces prestations, y compris lorsque cette décision implique l’absence de paiement.

Si, malgré une demande en bonne et due forme, un des cocontractants ne s'est pas présenté ou fait représenter aux opérations de constatation, les opérations de constatation sont reportées et les délais d’exécution peuvent être suspendus si ce report est imputable au maître d’ouvrage. Si l’une des deux parties présentes aux opérations de constatations refuse de signer le constat ou ne le signe qu'avec réserves, elle doit, dans les 10 jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves à l’autre partie.

## Titres de protection

* + 1. **Sécurisation des titres de protection et garantie des droits**

Le titulaire doit avoir la propriété des résultats[[14]](#footnote-14) qu’il emploie dans ses prestations et, à défaut, s’engage à acquérir, sans supplément de prix, tous les droits nécessaires, qu’il s’agisse de droits de propriété industrielle, de droits d’auteur ou d’autres régimes de protection de la propriété intellectuelle. Il s'engage notamment à garantir les droits concédés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures au maître d'ouvrage, lors de toute cession ou concession de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures.

De cette façon, il :

* doit être détenteur des droits et des titres de propriété intellectuelle qu’il emploie ou qu’il concède au maître d’ouvrage, et, en particulier, il doit détenir des droits suffisants sur les connaissances antérieures[[15]](#footnote-15) mises en œuvre et leur concession au maître d’ouvrage est automatiquement comprise dans l’accord, pour toute la durée des droits d’utilisation portant sur les résultats,
* ne doit avoir cédé ou concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucun droit exclusif au profit d’un tiers.

Il garantit aussi le maître d’ouvrage contre les revendications de tiers concernant l’utilisation d’un résultat au sens du code de la propriété intellectuelle. À ce titre, il s’engage :

* à vérifier l’existence des droits nécessaires à l’exécution des prestations et à informer le maître d’ouvrage de tous les résultats qui font déjà l’objet d’une protection quelconque,
* à accomplir toutes les formalités requises pour les obtenir, à ses frais, pour le compte du maître d’ouvrage, et rendre ces droits opposables aux tiers dans le monde entier,
* à communiquer une copie des demandes de titres de protection qu’il effectue, dans un délai de 2 mois à compter de la date de leur dépôt, ainsi que de tout acte ou fait susceptible d’affecter leur portée,
* à ce qu’il n’existe aucun litige susceptible d’être intenté concernant ces droits,
* à indemniser le maître d’ouvrage contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel la réalisation ou l’exploitation des résultats aurait porté atteinte et à apporter au maître d’ouvrage, dans ces hypothèses, toute l’assistance nécessaire à ses frais,
* à modifier ou à remplacer les éléments objets du litige, de manière à ce qu’ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en garantissant leur conformité aux spécifications contractuelles,
* à avertir le maître d'ouvrage de son intention éventuelle de céder ses droits à un tiers, et à le garantir contre tout recours de ce dernier,
* à informer le maître d’ouvrage de son intention éventuelle de cesser l'entretien de l'un de ses titres, de l'abandonner ou de retirer une demande et à les lui céder gratuitement en cas de demande de ce dernier,
* à faire en sorte que le maître d’ouvrage puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, dans le cas où l’une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au maître d’ouvrage les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l’indemniser du préjudice subi.

Si le maître d’ouvrage estime, contrairement au titulaire, que certains résultats méritent d’être protégés, il peut inviter celui-ci à déposer la demande dans un délai qu’il fixe au regard des formalités à accomplir et du degré d’urgence. Si ce dernier n’a pas déposé la demande dans le délai imparti et sauf en cas de refus motivé, le maître d’ouvrage peut procéder au dépôt de la demande, en son nom, après l’en avoir informé.

Dans tous les cas, la responsabilité du titulaire ne pourra être retenue concernant :

* d’éventuelles connaissances antérieures que le maître d’ouvrage lui aurait directement fournies, pour l’exécution d’un ordre de service,
* les résultats mis en œuvre à la demande expresse du maître d’ouvrage, qui n’étaient pas prévus lors de la remise de son offre et pour lesquels il peut établir qu’il a émis un avertissement concernant un éventuel conflit de droit de propriété intellectuelle,
* les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l’allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par le maître d’ouvrage ou à sa demande expresse.

Le titulaire s'engage quoiqu’il en soit à ce que l'exploitation qu’il fait des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage.

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, certifie avoir pris connaissance de mes obligations spécifiques en matière de propriété intellectuelle et m’engage à honorer les obligations mentionnées ci-dessus de telle sorte que l’usage de la prestation par le maître d’ouvrage dégage celui-ci de toute responsabilité civile ou pénale pouvant être causée par ma faute ou ma négligence. |

* + 1. **Concession de droits**

**Le prix des concessions et licences indiquées ci-après est forfaitairement compris dans le montant de l’accord pour tous les titres ou demandes de titres qui ont fait l'objet d'un dépôt pendant l’exécution de l’accord, après sa notification, et pour ceux, éventuels, qui, rendus nécessaires par l’objet de l’accord, ont été déposés entre l’ouverture de la consultation et la notification de l’accord pour être inclus dans l’offre du maître d’œuvre.**

Ces concessions au profit du maître d’ouvrage s’étendent à tous les tiers qu’il désigne pour la réalisation des travaux correspondant à l’objet de l’accord, sans supplément de prix. Le maître d'ouvrage obtient également la possibilité de sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, dans les limites de l'objet de l’accord.

Les parties s'engagent mutuellement à s'informer des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats, afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures apportées aux résultats.

En cas de cessation de l’accord pour quelque cause que ce soit, le maître d'ouvrage et les éventuels tiers désignés dans l’accord demeurent licenciés, dans le respect du droit moral du concepteur initial, de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet de l’accord.

Le maître d’ouvrage s’engage à ne pas exploiter les résultats à des fins commerciales et plus généralement à toute autre finalité que la poursuite de l’objet du présent accord et la mise en œuvre des droits attenants.

* + - 1. **Droits d’utilisation**

Le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage une licence d'utilisation des droits de propriété industrielle ainsi que les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats. Il autorise notamment le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans l’accord à mettre en œuvre le savoir-faire[[16]](#footnote-16) nécessaire à leur mise en œuvre ou à utiliser les résultats couverts par le savoir-faire et le secret des affaires, sous réserve d'en préserver la confidentialité.

Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet de l’accord et vaut pour le monde entier. Elle couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations. Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

Le maître d'ouvrage ne devient pas, du fait de l’accord, titulaire des droits afférents aux résultats mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution de l’accord.

La licence d'utilisation confère au maître d'ouvrage le droit d'importer, de détenir, de fabriquer, de reproduire, d'utiliser, de mettre en œuvre et de modifier les résultats, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les besoins découlant de l'objet de l’accord, sous réserve de la confidentialité qui y est attachée. Elle leur permet d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du maître d'œuvre.

* + - 1. **Droits de reproduction**

Le droit de reproduction comporte en particulier, dans le respect des droits moraux, le droit de reproduire les résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, dans le respect du droit moral du titulaire, c'est-à-dire de réaliser ou de faire réaliser les ouvrages objet de l’accord, ainsi que leur maintenance, par tous procédés et sur tous supports, pour les besoins découlant de l'objet de l’accord. Il s'agit de l'utilisation des résultats pour la réalisation des ouvrages ou équipements objet de l’accord.

Le maître d'ouvrage peut diffuser les plans, avec mention du nom de l'auteur, à l'ensemble des intervenants qui concourent à la réalisation de l'ouvrage.

L'exécution des résultats ne sera pas répétée et ne fera donc pas l'objet d'une convention ou d'une rémunération spécifique.

* + - 1. **Droits de reproduction**

Le droit de représentation comporte, dans le respect des droits moraux, le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, pour les besoins découlant de l'objet de l’accord, et notamment à des fins d'information et de communication.

La représentation est la communication au public de l'œuvre, en projet ou réalisée, à des fins autres que la réalisation des ouvrages ou équipements objet de l’accord, telle que, par exemple, l'exposition des œuvres après un concours.

L'exercice de ces droits patrimoniaux se fait dans le respect des droits moraux de l'auteur : à ce titre, l'auteur jouit du droit au respect de son nom et de sa qualité, notamment par l'obligation d'apposer le nom et la qualité de l'auteur sur l'immeuble réalisé ainsi que sur toutes les publications des plans ou photos de l'immeuble.

L'auteur jouit également du droit au respect de son œuvre. Ce droit autorise l'auteur à faire sanctionner toute altération ou dénaturation de son œuvre, à l'exception de celles qui sont rendues strictement indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité publique, légitimés par les nécessités du service public et notamment la destination de l'ouvrage ou son adaptation à des besoins nouveaux.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer le titulaire préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre qui n'auraient pas fait l'objet d'une autorisation spécifique dans les documents particuliers de l’accord et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation susceptibles d'altérer ou de dénaturer l'œuvre, le maître d'ouvrage respecte le droit moral du concepteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention de cette nature sur son œuvre

* + - 1. **Droits de publication**

Le maître d'ouvrage peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées dans le présent accord et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du [code de la propriété intellectuelle](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006069414&dateTexte=&categorieLien=cid).

Dans tous les cas, l'existence de telles restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence de l’accord et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent jamais à la possibilité pour le maître d'ouvrage de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, pour la mise en œuvre de leurs droits et la poursuite de l’objet de l’accord.

Le titulaire renonce à la libre publication de ses résultats, dans le respect des obligations de confidentialité qui pèsent sur lui au titre du présent accord.

* + - 1. **Droits annexes**

Le titulaire autorise le maître d'ouvrage à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation, à titre gracieux ou onéreux.

Le titulaire autorise le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans l’accord à exploiter les noms de domaine qui font partie des résultats, ainsi que l'image des biens ou des personnes intégrées aux résultats.

## Obligation annexe de confidentialité

Chaque partie s’engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui seront communiquées par l’autre partie, dans le cadre de l’exécution du présent accord. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l’exécution du présent accord.

Chaque partie s’engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l’informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s’interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support de stockage informatique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s’engage notamment à :

* prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l’accès aux informations confidentielles,
* ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu’aux fins du présent accord,
* ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application de l’accord,
* ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l’objet de l’accord,
* ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l’autre partie,
* ne divulguer les informations confidentielles qu’à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
* ne laisser accès aux informations confidentielles qu’à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

* la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l’existence de droits en vertu du contrat,
* les informations confidentielles ont fait l’objet d’une mise à disposition au public assurée directement par l’autre Partie et sans restriction,
* les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l’autre partie.

Chacune des parties s’engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent accord et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de 5 ans à compter de la fin du présent accord et pour quelque cause que ce soit.

## Obligation annexe de protection des données personnelles

* + 1. **Responsabilité des parties à la convention**

Les parties au présent accord s’engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, ci-après désigné sous le terme Règlement général européen sur la protection des données (RGPD).

Dans le cadre de la présente convention, le titulaire est considéré soit comme sous-traitant soit comme cotraitant au sens de la règlementation dite « informatique et libertés » et du RGPD :

* Est qualifiée de « *sous-traitant* », au sens de l’article 4 du RGPD, « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ».
* Dans le cadre de la protection des données, le terme de cotraitance s’applique si deux acteurs ont une responsabilité propre dans un traitement prédéfini, que cette responsabilité porte sur tout ou partie du traitement. L’article 26 du RGPD prévoit que : *« Lorsque deux responsables du traitement ou plus déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement, ils sont les responsables conjoints du traitement. Les responsables conjoints du traitement définissent de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du présent règlement, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée, et leurs obligations respectives quant à la communication des informations visées aux articles 13 et 14, par voie d'accord entre eux, sauf si, et dans la mesure, où leurs obligations respectives sont définies par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel les responsables du traitement sont soumis. Un point de contact pour les personnes concernées peut être désigné dans l’accord. »*
* En cas de sous-traitance, le maître d’ouvrage est responsable des traitements de données nécessaires à la mise en œuvre des présentes et le sous-traitant traite les données personnelles pour son compte, suivant ses instructions et sous son autorité.
* En cas de cotraitance, le maître d’ouvrage et le titulaire déterminent conjointent les finalités et les moyens de traitement des données personnelles collectées dans le cadre du présent accord. Ils ont une qualité de responsables conjoints de ce traitement au sens de l’article 26. Le présent accord, a pour objet de définir les conditions dans lesquelles elles effectueront le traitement, ceci incluant les finalités du traitement, les moyens du traitement, le type de données à caractère personnel traitées, les catégories de personnes concernées et la durée du traitement. Il n’existe pas d’obligations spéciales relatives aux cotraitants. En effet, ils doivent chacun répondre aux obligations générales posées par le RGPD.

Chacune des parties s’engage à communiquer les coordonnées de contact de son *délégué à la protection des données* (DPO) si elle est tenue d’en désigner un selon les termes de l’article 37 du RGPD et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité).

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, reconnait être engagé en tant que :  sous-traitant,  cotraitant,  du maître d’ouvrage au titre du présent accord et au sens du RGPD.  À cet égard, je désigne la personne physique ou morale suivante comme délégué à la protection des données (DPO) :  Nom : Cliquez ici pour taper du texte.  Adresse ou siège social : Cliquez ici pour taper du texte.  RCS/SIRET : Cliquez ici pour taper du texte.  N° d’APE : Cliquez ici pour taper du texte.  Dans le cas d’une personne morale, nom du représentant habilité :  Cliquez ici pour taper du texte.  Téléphone : Cliquez ici pour taper du texte.  Télécopie : Cliquez ici pour taper du texte.  Courriel : Cliquez ici pour taper du texte. |

* + 1. **Description des traitements effectués par le sous-traitant ou cotraitant**

Le titulaire est autorisé à traiter, en tant que cotraitant ou pour le compte et au nom du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations décrites dans les présentes.

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, reconnait être sous-traitant ou cotraitant au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, de son décret d’application n°2018-687 du 1er août 2018 et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.  Je suis autorisé à traiter, les données à caractère personnel strictement nécessaires aux prestations décrites dans les présentes, lesquelles sont listées ci-dessous :  Cliquez ici pour taper du texte.  En tant que sous-traitant, ce traitement sera strictement réalisé pour le compte et au nom du maître d’ouvrage, responsable du traitement.  La liste des personnes concernées par le traitement de ces données est fournie ci-dessous (indications nominatives ou en référence aux fonctions) :  Cliquez ici pour taper du texte. |

* + 1. **Engagement de chacune des parties**

De façon générale, qu’il soit sous-traitant ou cotraitant au sens du RGPD, le titulaires’engage à :

* traiter les données uniquement pour la seule finalité prévue par les présentes ;
* garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées pour le compte du maître d’ouvrage, c’est-à-dire à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d’autres personnes sans l’aval préalable de l’autre partie, qu’il s’agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
* ne pas vendre, céder, louer, copier ou transférer les données à caractère personnel sous quelque raison que ce soit sans obtenir l’autorisation explicite préalable de l’autre partie ;
* mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité de nature à éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel ;
* veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord :
  + - s’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité ;
    - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
* informer au plus tard dans les 48 heures l’autre partie de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
* mettre à la disposition de l’autre partie toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations ;

Dans l’hypothèse où le titulaireaurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que le maître d’ouvragelui aurait confiées, et sous réserve qu’elle ait été formellement autorisée, lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le titulairedemeure cependant pleinement responsable de l’inexécution de ses obligations.

Le maître d’ouvrage s’engage à :

* fournir toute la documentation nécessaire à l’exercice de la mission déléguée au sous-traitant
* informer son sous-traitant ou son cotraitant de toute information pouvant impacter sa mission
* faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiés.
  + 1. **Mesures de sécurité et de conformité**

Le titulaire s’engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, reconnait être averti qu’il m’incombe de prendre, le cas échéant, toutes les mesures informatiques nécessaires pour assurer une protection adéquate des données traitées pour le compte de l’Assurance Maladie.  J’atteste que les mesures suivantes seront mises en œuvre pour garantir la confidentialité, la sécurité et l’intégrité des données qui me sont confiées dans le cadre des présentes :  Cliquez ici pour taper du texte. |

En outre, dans le cadre de la présente convention, le titulaire s’engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires propres à garantir la conformité du traitement :

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, reconnait être averti qu’il m’incombe de prendre, le cas échéant, toutes les mesures informatiques nécessaires pour assurer le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.  À cet effet, je suis tenu de prévoir les mesures suivantes concernant :   * la sécurité lors du traitement des données (art. 32) : Cliquez ici pour taper du texte. * ma contribution à une éventuelle analyse d’impact relative à la protection des données initiée par le maître d’ouvrage (art. 35) : Cliquez ici pour taper du texte. * l’accompagnement du maître d’ouvrage pour toute consultation préalable de l’autorité de contrôle (art. 36) : Cliquez ici pour taper du texte. * le cas échéant, la rédaction d ‘une documentation permettant au maître d’ouvrage de mettre en œuvre toutes ces procédures.   Dans tous les cas, je suis informé qu’il revient au représentant du maître d’ouvrage de déterminer l’opportunité d’une saisine préalable de l’autorité de contrôle (la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés ou CNIL) et cela quel qu’en soit le motif.  En cas de suspicion ou de violation de donnée avérée, je m’engage à notifier le DPO du maître d’ouvrage étant précisé qu’il reviendra au maître d’ouvraged’engager les actions nécessaires en fonction des risques engagés pour la vie privée des personnes dont les données ont pu être éventées. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l’autorité de contrôle compétente. |

* + 1. **Exercice des droits des personnes**

Les personnes concernées par les opérations de traitement recevront les informations requises, au moment de la collecte de données lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, ou dans les délais requis lorsque les données à caractère personnel n’ont pas été collectées auprès de la personne concernée, conformément aux articles 12 à 14 du RGPD.

Les parties conviennent que ces informations seront fournies suivant les modalités suivantes :

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, m’engage, le cas échant, à mettre à disposition des personnes concernées les supports d’information suivants :  Cliquez ici pour taper du texte.  Tous ces supports devront informer les personnes concernéesde leurs droits d’accès et de rectification à ces données ainsi que d’un droit à la limitation ou à l’opposition à leur traitement mise en œuvre dans le cadre des présentes.  L’exercice de ces droits pourra être effectué en contactant mon DPO par courrier postal ou par courrier électronique à l’adresse suivante :  Cliquez ici pour taper du texte.  Dans le cadre d’une demande d’accès, il me reviendra de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au respect des droits précités. |

Le maître d’ouvrages’engage, en cas de besoin motivé :

* à fournir au titulairetoute contribution qui lui permettrait d’apporter une réponse aux personnes concernées pour l’exercice de leurs droits dans les délais requis par la règlementation relative à la protection des données personnelles ;
* à prendre en compte toute demande de rectification ou de suppression des données.

Pour ce faire, le titulaire contacte le DPO du maître d’ouvrage.

* + 1. **Sort des données**

Au terme du présent accord*,* le titulaire s’engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

## Ressources humaines

Il est expressément entendu que les salariés du titulaire et du maître d’ouvrage demeurent à tous les égards rattachés à leur employeur. Tout accident ou maladie pouvant les affecter relève de leurs responsabilités respectives.

Le maître d’ouvrage et le titulaire s’engagent par ailleurs à ne tenter aucune démarche visant à :

- recruter, embaucher ou engager le personnel de l’autre partie,

- consulter ce personnel hors du cadre de cet accord,

- inviter ce personnel à mettre fin à ses relations avec son employeur.

Enfin, le personnel du titulaire est soumis aux conditions d’accès aux locaux prévues par le maître d’ouvrage dans son règlement intérieur, telles qu’il est affiché dans les lieux.

* + 1. **Obligations réglementaires relatives aux acteurs du chantier**

Dans le cadre de sa mission, le titulaire est responsable du respect et de l’application de toutes les obligations réglementaires qui s’imposent aux entrepreneurs sur le chantier et notamment des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT mentionnées ci-dessus, ratifiées par la France sont :

- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;

- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;

- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;

- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;

- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;

- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;

- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Ainsi, les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité professionnelle temporaire en France sont soumis aux dispositions de l'article L. 1262-4 du code du travail ainsi qu'à celles du second alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution de l’accord et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d’ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution de l’accord, seules les modifications découlant de règles présentant un caractère d’ordre public s’appliquent sans le consentement des parties. Toutes les autres doivent donner lieu à la signature d'un avenant à l’accord.

Le titulaire peut demander au maître d’ouvrage, du fait des conditions particulières d'exécution de l’accord, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Il informe tous les intervenants au chantier, y compris ses propres sous-traitants, de leur soumission aux obligations énoncées au présent article.

* + 1. **Obligation annexe de pourvoir aux besoins de la prestation**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Gestion et affectation du personnel aux prestations** |
| Objectif(s) | Le recours au personnel qualifié du titulaire, s’il est salarié, ne doit revêtir aucun caractère lucratif pour le maître d’ouvrage. Ce personnel doit rester entièrement subordonné au titulaire qui n’accorde au maître d’ouvrage le recours à ses services que dans le seul cadre des prestations décrites.  Les parties devront donc veiller à ce que l’exécution des prestations par le titulaire ne contrevienne pas avec les dispositions de l’article L. 8231-1 du code du travail et particulièrement à ce que le personnel exécutant les prestations reste sous la responsabilité du titulaire. |
| Description | Le titulaire doit assurer sa prestation en pourvoyant et en maintenant du personnel technique qualifié, en nombre suffisant pour exécuter les prestations dans les délais escomptés, et muni des habilitations correspondant aux prestations demandées.  Le personnel du titulaire, de ses sous-traitants et des cotraitants auxquels il peut faire appel, est soumis aux conditions d’accès aux locaux prévues par le maître d’ouvrage dans son règlement intérieur, tel qu’il est affiché dans les lieux. |
| Contrôle | Dans le cas où le maître d’ouvrage signale le comportement inapproprié d’un élément de son personnel, le titulaire devra pouvoir certifier la compétence et l’intégrité du salarié concerné, pour attester de sa capacité à participer à l’exécution des prestations s’il souhaite le maintenir.  À défaut ou si sa réponse ne permet pas d’écarter le danger d’une récidive ou d’une faute, le maître d’ouvrage pourra enjoindre le titulaire concerné de procéder au remplacement du personnel défaillant à ses frais, au besoin par un sous-traitant, après un délai de 15 jours suivant mise en demeure.  Dans le cas où un signalement motivé émis par le maître d’ouvrage dénonce une faute professionnelle ou une incompétence caractérisée d’un élément de son personnel, le titulaire devra procéder au remplacement du personnel concerné à ses frais après un délai de 15 jours.  Tout retard ou refus d’obtempérer pourra occasionner l’application de pénalités, à la discrétion du maître d’ouvrage. Par ailleurs, le titulaire ne pourra en aucun cas se soustraire à ses obligations contractuelles ou justifier un retard au seul motif de cette circonstance. |

* + 1. **Obligation annexe de formation**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Formation du personnel aux prestations** |
| Objectif(s) | Le personnel du titulaire, ainsi que celui de ses sous-traitants, devra être en capacité de réaliser les prestations qui lui sont confiées et d’en communiquer les modalités à tout moment au personnel du maître d’ouvrage présent sur place lorsque cela est nécessaire.  Il devra être averti des dangers inhérents à son activité, que ce soit pour lui-même, pour l’environnement ou pour les occupants de l’immeuble. |
| Description | Le personnel employé par le titulaire doit être formé :   * à l’utilisation des outils mis en œuvre et à la prévention des risques liés aux éventuelles toxines, matières corrosives, irritantes ou inflammables que les matériaux de chantier qu’ils contiennent, * aux règles de l’art, aux consignes des constructeurs des produits qu’ils installent, et plus généralement aux technologies et protocoles qu’ils impliquent, * aux risques potentiels liés aux prestations de travaux qu’ils coordonnent, notamment dans les zones approvisionnées en électricité, * à l’usage courant et à la lecture du français, de manière à assurer une parfaite communication avec les salariés des entreprises et du maître d’ouvrage sur place et à pouvoir lire les éventuels affichages, avertissements ou signaux de prévention.   En outre, le titulaire doit avoir instruit son personnel sur les règles de sécurité au travail. En particulier, il veillera à faire observer les consignes d’usage en ce qui concerne :   * le travail en hauteur, * l’encombrement des passages, * les zones d’accès interdit, * l’utilisation des prises de courant dédiées à la prestation, * l’emploi de matériel humide à proximité d’objets raccordés au réseau électrique.   Le titulaire ou son personnel doit être en possession des qualifications officielles, agréments et certifications nécessaires à l’exécution des prestations. En particulier, le titulaire ou son personnel doit être en possession de **l’agrément du fabricant du matériel qu’il met en œuvre** s’il en existe.  Enfin, le titulaire doit soumettre son personnel aux visites médicales réglementaires, et notamment :   * la visite d’embauche, * une visite annuelle, * les campagnes de vaccination obligatoires. |
| Contrôle | Dans le cas où le maître d’ouvrage suspecte qu’un personnel du titulaire répond insuffisamment à ces critères, il en informe le titulaire qui doit planifier une formation du personnel concerné dans les plus brefs délais, ne pouvant excéder 3 mois, ou pourvoir au remplacement.  Tout retard ou refus d’obtempérer pourra occasionner l’application de pénalités, à la discrétion du maître d’ouvrage. |

* + 1. **Obligation annexe de désigner un personnel encadrant**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Désignation d’un responsable opérationnel** |
| Objectif(s) | Le titulaire a la charge d’assurer l’ordre, l’hygiène, la discipline et la sécurité lors de l’exécution de ses prestations par son personnel.et doit être en mesure de s’assurer, à tout moment, de l’accomplissement de toutes les obligations mises à sa charge ainsi que de celles de ses éventuels cotraitants et ses sous-traitants au titre de cet accord. Il lui appartient de mettre en œuvre un contrôle suffisant sur le chantier, notamment pour vérifier la présence des agents à leur poste, leur identité, le respect général des consignes et la qualité des prestations. Cette supervision fera l’objet de comptes rendus détaillés fournis aux représentants du maître d’ouvrage. |
| Description | Le titulaire doit assurer sa prestation en désignant une ou plusieurs personnes disposant des compétences techniques ainsi que des dispositions nécessaires à la gestion du chantier, qu’il désignera nommément et dont il fournira les coordonnées au maître d’ouvrage.  Ils sont les interlocuteurs uniques des représentants du maître d’ouvrage et devront assurer une liaison continue avec eux en assistant aux réunions de coordination qu’ils peuvent décider à raison d’une **réunion mensuelle** sur site. Ils devront par ailleurs se rendre disponibles pour des **réunions impromptues**, dans le cas où une prestation fait l’objet d’une contestation ou d’une réclamation.  Ils devront présenter les qualités professionnelles et la disponibilité requises pour ces missions et disposer des habilitations nécessaires pour prendre, dès notification de leur nom au maître d’ouvrage, les décisions nécessaires engageant le titulaire.  Par leur intermédiaire, le titulaire veillera également au respect par son personnel des prescriptions issues des pièces contractuelles ainsi que des règles de sécurité édictées dans le lieu de son intervention. En particulier, le personnel des entreprises sur le chantier, de leurs sous-traitants et des transporteurs auxquels elles peuvent faire appel, est soumis aux conditions d’accès aux locaux prévues par le maître d’ouvrage dans son règlement intérieur, tel qu’il est affiché dans les lieux.  En cas d’absence d’un de ces cadres ou s’il n’est plus en mesure d’assurer sa mission, le titulaire devra pourvoir, dans un délai n’excédant pas 10 jours ouvrés, à son remplacement par une personne présentant des qualifications équivalentes. Par ailleurs, des contremaîtres pourront être habilités ou remplacés par le titulaire en cours d’exécution de l’accord. Ces changements ne nécessiteront pas la rédaction d’avenant ; ils seront indiqués au maître d’ouvrage à l’occasion d’une simple notification. |
| Contrôle | Dans le cas où le maître d’ouvrage signale le comportement inapproprié ou l’inadéquation de compétence d’un personnel encadrant, le titulaire devra pouvoir certifier la compétence et l’intégrité du salarié concerné pour lui permettre de participer à l’exécution des prestations s’il souhaite le maintenir.  À défaut ou si sa réponse ne permet pas d’écarter le danger d’une récidive ou d’une faute, le maître d’ouvrage pourra récuser le personnel défaillant aux frais du titulaire et demander son remplacement, au besoin par un sous-traitant, après un délai de 15 jours ouvrés suivant mise en demeure.  Dans le cas où un signalement motivé émis par le maître d’ouvrage dénonce une faute professionnelle ou une incompétence caractérisée de son contremaître, le titulaire devra procéder au remplacement du personnel concerné à ses frais après un délai de 15 jours sans possibilité de recours.  Tout retard ou refus d’obtempérer pourra occasionner l’application de pénalités ou la résiliation de l’accord pour faute, à la discrétion du maître d’ouvrage.  **Chaque personnel encadrant devra être joignable pendant les horaires d’intervention, au moyen d’un téléphone mobile.** |

|  |
| --- |
| Je, soussigné le titulaire, m’engage, à compter du démarrage de chaque chantier, à m’y faire représenter **chaque mois** sur site pour y rencontrer un ou plusieurs représentants du maître d’ouvrage dans l’optique d’évoquer la qualité des prestations réalisées.  Je reconnais avoir été informé que l’absence à l’une de ces réunions est passible de l’application de pénalités.  Je suis informé que ces réunions auront nécessairement lieu sur place, pour permettre une visualisation concrète des problèmes éventuellement évoqués.  Je m’engage à ce que mon ou mes représentants sur le chantier soient joignables quotidiennement par téléphone mobile, et à ce qu’ils aient un accès nomade aux signalements écrits par ce téléphone. Description des moyens techniques (modèle de téléphone, mailing-lists, application mobile utilisée…) :  Cliquez ici pour taper du texte. |

* + 1. **Obligation annexe de dotation du personnel**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Dotations du personnel** |
| Objectif(s) | Le personnel intervenant au nom du titulaire doit être en mesure de réaliser la prestation sans aide matérielle du maître d’ouvrage et, lors de son intervention dans les locaux de ce dernier, devra être facilement identifiable, pour garantir des conditions de sécurité minimales lors des prestations. |
| Description | Le titulaire prend à sa charge l’équipement de ses agents avec tous les outils et/ou produits nécessaires à sa mission. Il en assumera les frais de transport, sans surcoût pour le maître d’ouvrage.  Tous ses préposés devront être munis d'un moyen d’identification et d’une tenue vestimentaire adaptée à la prestation permettant de les identifier comme salariés du titulaire concerné. Si une personne se présente pour réaliser les prestations sans satisfaire à cette obligation, le maître d’ouvrage se réserve le droit de lui refuser l’accès à ses locaux sans suspension des délais ou report de la date contractuelle d’intervention.  Tous les produits et équipements nécessaires à l'exécution des prestations par son personnel sont à la charge du titulaire. Restent seulement à la charge du maître d’ouvrage des badges d’accès, susceptibles d’être fournis pour permettre l’accès à ses bâtiments. Le titulaire sera tenu responsable de leur distribution, de leur bonne utilisation par son personnel et de leur conservation.  Le titulaire devra prendre les mesures nécessaires pour garantir la continuité des prestations. |

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Sécurité des équipements** |
| Objectif(s) | Les matériels du personnel du titulaire doivent toujours être prêts à l’emploi. Ils doivent être entreposés et utilisés dans des conditions garantissant la totale sécurité des personnes et des biens ainsi que la confidentialité des données. |
| Description | Les matériels appartenant au titulaire ou mis à sa disposition par le maître de l’ouvrage pour l’exécution de sa mission, doivent être tenus en bon état de marche voire remplacés et seront régulièrement contrôlés par le titulaire, de telle façon qu’ils ne provoquent aucune dégradation par leur déplacement ou leur utilisation ; ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur. Ils seront entreposés uniquement dans un endroit sécurisé.  Le titulaire devra présenter spontanément ces équipements aux représentants du maître de l’ouvrage, sur simple demande, pour vérification de conformité avec les normes et règlements de sécurité.  Le maître de l’ouvrage se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations. Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais. |

* + 1. **Règles spécifiques applicables au personnel du titulaire**

Outre le règlement intérieur du maître d’ouvrage, le personnel du titulaire devra respecter les règles prévues par les présentes durant l’exécution des prestations.

Il est interdit au personnel du titulaire :

* d'utiliser une ligne téléphonique fixe sans autorisation de l'organisme ou de son représentant, les appels pouvant être détectés et facturés au titulaire, qui devra en informer son personnel,
* de manger à l'intérieur des locaux, sauf à se voir accorder l’usage de réfectoires,
* d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
* de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
* de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux, en dehors de celles qui sont prévues dans le cadre du présent accord,
* de manquer de respect aux usagers ou au personnel du maître d’ouvrage,
* de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
* de pénétrer sur le site sans badge ou sans clef,
* de fumer.

La consommation d’électricité du personnel du titulaire pour la réalisation des prestations sera supportée par le maître d’ouvrage mais le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise même par l'intermédiaire de fiches multiples est interdit.

Dans tous les cas, les frais de réparation des prises électriques, câblages et appareils téléphoniques arrachés pendant l’exécution des prestations seront à la charge du titulaire

# OBLIGATIONS DU MAÎTRE D’OUVRAGE

## Représentants du maître d’ouvrage

Le maître d’ouvrage est représenté par Monsieur Albert LAUTMAN, Directeur général de la Caisse primaire d’Assurance maladie de l’Essonne, qui a donné délégation de signature à Monsieur Frédéric BAYSSELANCE, Directeur général adjoint. Pour la gestion du présent accord, ce dernier est habilité à prendre les décisions nécessaires engageant le maître d’ouvrage.

Dans ce cadre, il se fera assister par Monsieur BOULANGER, responsable du service Achats & Contrats, et Monsieur JUNIN, responsable du service de pilotage des projets immobiliers.

Par ailleurs, il pourra s’adjoindre le concours d’autres agents :

* disposant des prérogatives nécessaires pour assurer le suivi administratif des prestations et l’application des clauses contractuelles,
* réalisant le contrôle et le suivi technique des prestations réalisées par le titulaire.

Ces habilitations ne nécessiteront pas la rédaction d’avenant ; elles seront indiquées au titulaire à l’occasion d’une simple notification.

Le Pôle régional de compétences immobilières (PRECI) dépendant de la Caisse nationale d’Assurance maladie (*CNAM*), organe de tutelle, pourra assister la maîtrise d’ouvrage dans l’élaboration et le suivi de tout ou partie de ses projets.

## Monopole

Le titulaire ne pourra jamais prétendre à l’exclusivité sur les prestations relatives à cet accord. Les engagements du maître d’ouvrage en la matière se limitent, le cas échéant, aux indications de montant portées sur les présentes.

## Obligation de collaboration

De manière générale, le maître d’ouvrage est amené à mettre à disposition du titulaire les informations et droits nécessaires à la réalisation de l’ensemble de ses prestations.

Dans le cadre de cette obligation, durant les horaires prévus par le présent accord, le maître d’ouvrage réserve au personnel du titulaire un accès temporaire et délimité à ses locaux et équipements lorsqu’il est établi que cet agrément est nécessaire à la réalisation d’une prestation prévue à l’accord.

Le maître d’ouvrage garde la possibilité de révoquer cette autorisation d’accès par décision motivée notifiée au titulaire. Par ailleurs, en cas de nécessité d’intervenir en dehors de ces horaires, le titulaire devra obtenir un accord préalable du maître d’ouvrage.

Le titulaire sera informé des règles de sécurité et de prévention qui sont applicables dans ces locaux et il est alors tenu responsable de leur respect par son personnel.

Si le maître d’ouvrage n’a pas permis l’accès à ses locaux et si cet accès est strictement nécessaire à la réalisation d’une prestation demandée, le délai d’exécution correspondant pourra être suspendu dans les conditions prévues au présent accord.

Pour permettre l’accès aux immeubles et le contrôle des allées et venues, le maître d’ouvrage fournira les clefs et badges nécessaires. Les badges restent la propriété du maître d’ouvrage ; ils sont attribués nominativement et devront être restitués lorsqu’ils ne sont plus utiles. En cas de perte ou de vol du badge, le titulaire devra immédiatement et impérativement le signaler aux représentants du maître d’ouvrage pour permettre de neutraliser les droits d'accès liés au badge perdu ou volé et d'établir une demande de badge de remplacement ou de remplacer les serrures. La perte ou le vol d’une clef ou d'un badge fera l'objet de pénalités.

Pour des raisons de sécurité, l’accès des locaux ne sera exclusivement permis qu’au personnel du titulaire qui devra être en mesure de présenter une carte professionnelle ainsi qu’un moyen d’identification pour justifier cet accès.

À défaut, et si le contrat de travail ne peut être présenté par le contremaître ou si le nom de l’agent ne figure pas sur la liste des personnels fournie par le titulaire dans le plan de prévention, ses droits d’accès pourront être suspendus pour des raisons de sécurité, sans suspension des délais d’exécution.

## Responsabilité de la maîtrise d’ouvrage

* + 1. **Contrôle technique du chantier et des ouvrages (BCT)**

Les travaux faisant l’objet du présent accord seront potentiellement soumis au contrôle technique dans les conditions définies par les articles L. 125-1 et suivant du code de la construction et de l’habitation, à la discrétion du maître d’ouvrage.

Le cas échéant, pour l’exécution du présent accord, le maître d’ouvrage pourra être assisté d’un contrôleur technique agréé assurant dont les missions (L + S au sens de l’article 7 du décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux accords publics de contrôle technique).

Cette assistance comprendra potentiellement la vérification des calculs et projections du maître d’œuvre tout le long du chantier et qui inclut :

* la rédaction d’un **relevé initial** lors du démarrage des travaux,
* la rédaction d’un **relevé final** transmis au maître d’ouvrage avant réception des ouvrages,
* la rédaction d’un **rapport de vérification réglementaire après travaux**, à l’issue d’un contrôle du respect des normes de sécurité.

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Le titulaire du présent accord devra tenir compte, à ses frais, de l’ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d’ouvrage lui aura notifiées pour exécution.

* + 1. **Coordination santé, protection et sécurité (CSPS)**

Conformément aux articles L. 4532-2 et suivant du code du travail, l’ensemble des travaux concernés par la présente opération est potentiellement soumis à l’obligation de prévoir une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs (CSPS) sur le chantier.

Au titre de son obligation d’information et de conseil, le titulaire déterminera pour la maîtrise d’ouvrage le niveau de mission approprié pour le chantier au regard de l’article R. 4532-23 du code du travail. Le coordinateur SPS sera désigné ultérieurement.

Par ailleurs, il travaillera en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment à l'élaboration du plan général de coordination (PGC), à la définition des dispositifs prévus pour la maintenance ainsi qu’à la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Il doit tenir compte, à ses frais, de l’ensemble des observations du coordonnateur SPS que le maître d’ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d’obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l’ouvrage. Il donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. À la demande de ce dernier, il vise toutes les observations consignées dans le registre-journal de la coordination mentionné à l’article R. 4532-12 du code du travail.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au bureau de contrôle et au maitre d’ouvrage.

# CLAUSE RESOLUTOIRE ET CLAUSE PENALE

## Clause résolutoire

Outre le cas d’un consentement mutuel résolu par voie d’avenant, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l’accord avant l'achèvement de celles-ci :

* pour faute du maître d'œuvre,
* à tout moment, pour motif d’intérêt général,
* ou pour toute cause extérieure à la volonté des parties qui rendent impossible la poursuite des prestations.

La décision de résiliation de l’accord est notifiée au titulaire par le maître d’ouvrage et, sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, stipule la date de prise d’effet de cette résiliation. À défaut, la résiliation est réputée courir à compter de la date de la notification elle-même.

En cas de résiliation, le maître d'ouvrage peut exiger du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution et l'exécution de mesures conservatoires.

Le maître d'ouvrage en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le maître d'œuvre et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.  
En cas de résiliation pour faute du titulaire, l'application du présent article se fait aux frais du titulaire.

* + 1. **Résiliation pour faute contractuelle du maître d’œuvre**

Sont constitutifs de fautes pouvant donner lieu à une résiliation par le maître d'ouvrage les défaillances suivantes, lorsqu’elles sont imputables au titulaire :

1. Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
2. Le titulaire n’assure pas le remplacement d’un personnel ou d’un contremaître malgré une demande du maître d’ouvrage correctement motivée qui lui aurait été adressée dans les conditions prévues par le présent accord ;
3. Tout manquement observé par ce dernier dans le respect des dispositions législatives ou réglementaires, concernant notamment le droit du travail, le droit de l’environnement, les normes de sécurité, d’hygiène ou de santé ;
4. Le recours à de la sous-traitance non déclarée, ou dans des conditions qui ne respectent pas les lois et réglementations en vigueur ;
5. Le défaut de souscription des assurances requises par le présent accord ou le fait de ne pas en avoir transmis les attestations au maître d’ouvrage dans les délais prescrits ;
6. L’exposition du maître d’ouvrage à un risque d’inexécution ou de poursuites judiciaires en raison de la violation, par le maître d’œuvre, de ses obligations en matière de propriété intellectuelle telles qu’elles sont décrites dans le présent accord ;
7. Toute violation par le titulaire, y compris par simple négligence, de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel ou de son obligation de confidentialité concernant ces dernières, les données de l’accord ou les données appartenant au maître d’ouvrage ;
8. Tout manquement du titulaire à son obligation d’information et de conseil et plus particulièrement l’absence de communication des modifications susceptibles d’influer sur l’exécution de l’accord ;
9. Le titulaire, indépendamment des causes extérieures susceptibles de le dispenser de sa responsabilité contractuelle, déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
10. Le titulaire s’est livré, à l’occasion de l’exécution de l’accord, à des actes frauduleux ;
11. Postérieurement à la signature de l’accord, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
12. Postérieurement à la signature de l’accord, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l’accord s'avèrent inexacts ;
13. Les prestations du titulaire ont fait l'objet de deux rejets successifs des prestations par le maître d'ouvrage.

Dans l’ensemble de ces situations, l’accord-cadre pourra être résilié sans mise en demeure aux torts du titulaire. Dans ce cas, le titulaire est informé de cette résiliation et de ses motifs. Il dispose d’un délai de 10 jours pour présenter ses observations.

Hors les cas où le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, où il s’est livré à des actes frauduleux, où il a fait l’objet d’une interdiction d’exercer toute profession industrielle ou commerciale, où les renseignements ou documents produits à l’appui de sa candidature s’avèrent inexacts et où ses prestations ont fait l’objet de deux rejets successifs par le maître d’ouvrage, la fraction de l’élément de mission déjà exécutée est rémunérée. Dans tous les cas, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

* + 1. **Résiliation pour motif d’intérêt général**

Dans le cas d’une résiliation pour motif d’intérêt général décidée par le maître d’ouvrage, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Notamment, sont visés les cas où :

* il y aurait eu méconnaissance des seuils de passation, par exemple lorsqu’une réévaluation de ses prix par le titulaire aurait cet effet,
* le titulaire ne présente plus les garanties suffisantes pour remplir ses obligations, et notamment en cas de de perte d’une des certifications exigées,
* un conflit d’intérêt apparaîtrait,
* les besoins exprimés par le maître d’ouvrage seraient caducs.
  + 1. **Résiliation pour causes extérieures**

Le présent accord pourra être résilié par le maître d’ouvrage, pour différentes causes extérieures à la volonté des parties qui feraient obstacle à sa bonne exécution listées ci-dessous. Dans ce cas, le maître d’ouvrage notifie son intention de résilier au titulaire ou à l’autorité en charge de son redressement ou de sa liquidation, et assortit cette notification d’un délai de préavis de 15 jours ouvrés.

Cette résiliation n’ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

* + - 1. **Décès ou incapacité civile du titulaire**

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le maître d’ouvrage peut résilier l’accord-cadre ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur.

Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

* + - 1. **Sauvegarde ou redressement judiciaire du titulaire**

Tout jugement ordonnant le redressement ou la liquidation judiciaire doit immédiatement être notifié au maître d’ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d’avoir un effet sur l’exécution de l’accord.

En cas de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de toute autre décision affectant la capacité juridique du maître d’œuvre, l’accord peut être résilié.

C’est notamment le cas si, après la mise en demeure, l'administrateur judiciaire indique ne pas reprendre les obligations du titulaire dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce.

De même, en cas de liquidation judiciaire, l’accord-cadre est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement qui en est à l’origine.

* + - 1. **Incapacité physique du titulaire**

Si le titulaire est une personne physique, et en cas d'incapacité physique manifeste et durable compromettant la bonne exécution de l’accord, le maître d'ouvrage peut résilier l’accord-cadre.

* + - 1. **Cas de force majeure**

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant de l’accord, le maître d'ouvrage peut résilier l’accord-cadre, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le maître d'œuvre est mis dans l'impossibilité d'exécuter l’accord du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le maître d'ouvrage résilie l’accord.

* + 1. **Décompte de résiliation**

La résiliation doit toujours faire l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le maître d’ouvrage et notifié au titulaire. Ce décompte se substitue au décompte général prévu dans le cadre de la facturation normale.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Résiliation sans faute du maître d’œuvre | | Résiliation pour faute du maître d’œuvre | |
| Débit | **Crédit** | **Débit** | Crédit |
| Paiements versés à titre d’acomptes et avances | Valeur des prestations exécutées et effectivement admises au cours d’un processus de réception anticipé | Paiements versés à titre d’acomptes et avances | Valeur des prestations exécutées et effectivement admises au cours d’un processus de réception anticipé |
| Valeur des moyens mis à disposition du titulaire par le maître d’ouvrage qui seraient non restitués | Frais de toute nature du titulaire ne pouvant être amortis, qui ont été exposés pour l’exécution de prestations non reçues (à justifier par le titulaire) | Valeur des moyens mise à disposition du titulaire par le maître d’ouvrage qui seraient non restitués | Aucun autre frais |
| Valeur des moyens que le maître d’ouvrage cède au titulaire, à l’amiable, dans le cadre de la résiliation | Dépenses de personnel résultant de la résiliation de l’accord (à justifier par le titulaire) | Pénalités | Aucune autre dépense |
| Montant des éventuelles pénalités | Montant des éventuels intérêts moratoires | Dommages et intérêts liés aux préjudices résultant, notamment, de la passation d’un nouvel accord-cadre aux frais et risques du titulaire | Montant des éventuels intérêts moratoires |

La notification du décompte de résiliation au titulaire par le maître d’ouvrage doit être faite au plus tard 3 mois après la date d'effet de la résiliation de l’accord. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Pour s’assurer de la stricte conservation des prestations en l’état, le maître d’ouvrage peut exiger du titulaire, dès la notification de la résiliation, l'exécution de mesures conservatoires. Le maître d’ouvrage en informe le maître d’œuvre ou ses ayants droit dans la notification en indiquant le délai laissé au titulaire pour procéder aux opérations de réception anticipées, et il précise les conditions de conservation exigées dans cette attente. En cas de résiliation pour faute du titulaire, l'application du présent article se fait aux frais du titulaire.

## Mise en régie

D'une manière générale, si le titulaire n'effectue pas ses missions normalement ou en cas d’interruption de service, le maître d’ouvrage peut, après mise en demeure assortie d’un délai de 15 jours, les réaliser ou les faire réaliser par un tiers, à charge pour le titulaire d’en assumer les frais.

Les excédents de dépenses qui résultent de cette exécution de substitution sont à la charge du titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d’insuffisance. S’il y a diminution des dépenses, le titulaire n’en bénéficie pas, même partiellement.

S’il n’est pas possible au maître d’ouvrage de se procurer de cette façon, dans des conditions et des délais acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l’exécution est prévue dans les pièces de l’accord, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Dans ces circonstances, il est procédé à un inventaire des prestations partiellement réalisées avant que soit conclu l’accord de substitution avec le tiers, lequel est transmis pour information au titulaire défaillant.

Le titulaire n’est alors plus admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l’exécution des prestations mises en régie, sauf à fournir toutes les informations propres à assurer les conditions nécessaires à leur mis en œuvre. Il ne lui est donc permis que d’en suivre le déroulement.

Dans le cas d’un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres. Si la réalisation d’une prestation fait l’objet d’une inexécution fautive de la part de l’un ses membres, le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l’exécution des prestations dans le mois qui suit l’expiration du délai de 15 jours.

À défaut, le représentant du maître d’ouvrage peut inviter les entrepreneurs conjoints à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, dans un délai de 5 jours. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l’ancien dans tous ses droits et obligations, et prend en charge les prestations inexécutées fautivement.

Faute d’accord des membres du groupement pour la réalisation de la part des prestations non exécutée par le mandataire, ces derniers peuvent :

* s’ils en expriment le souhait et si le maître d’ouvrage donne son consentement, poursuivre l’exécution de l’accord dans le cadre d’un groupement réduit à eux seuls, suite à un avenant, et après désignation d’un nouveau mandataire,
* refuser de poursuivre l’exécution de l’accord, auquel cas le maître d’ouvrage applique, pour ce qui les concerne, la mise en régie au mandataire et aux seuls membres du groupement défaillants.

## Clause pénale

Conformément aux articles 1231-5 et suivants du code civil[[17]](#footnote-17), des pénalités commencent à courir le lendemain du jour où un délai contractuel d’exécution a expiré :

* sans que la prestation attendue n’ait été exécutée,
* alors que la prestation a été réalisée sans atteindre le niveau de qualité requis.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le maître d'œuvre à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au maître d'œuvre pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, ou si sa réponse est jugée insuffisamment justifiée au regard des circonstances contractuellement admises, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas comptabilisés dans ces calculs. Dans le cas d’une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu’au jour d’effet de la décision de résiliation.

Le montant total des pénalités est dû dès le premier euro. Les pénalités ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA. Une fois le montant déterminé, et après application de la formule de révision éventuellement prévue à l’accord et des plafonds, les pénalités sont comptabilisées en réfaction des factures du titulaire, dans un premier temps, puis en recouvrement.

En cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation par le titulaire si la résiliation résulte d'un des cas indépendants de sa volonté.

* + 1. **Prestations principales**

Les pénalités en cas d’inexécution ou de mauvaise exécution d’une prestation dans les délais convenus sont encourues le lendemain du jour où un délai contractuel d’exécution a expiré :

* + sans que la prestation attendue n’ait été exécutée,
  + alors que la prestation a été réalisée sans atteindre les niveaux qualitatifs et quantitatifs requis, et sans qu’elle ait été admise par le maître de l’ouvrage.

Ces pénalités sont encourues du simple fait du dépassement constaté par rapport à un bon de commande ou un marché subséquent. Des dépassements cumulés sur plusieurs bons ou marchés sont cumulatifs. Cependant, dans l’éventualité où l’exécution de l’obligation concernée fait l’objet de délais intermédiaires, les pénalités appliquées au titre du retard seront remboursées au titulaire si le délai global est finalement respecté.

Les pénalités font l’objet d’un calcul selon la formule suivante :

**Légende :**

P = le montant de la pénalité, en euros ;

V = la valeur de la prestation décrite dans l’ordre de service ;

R = le nombre de jours de retard constatées au-delà de la tolérance contractuelle ;

En tous les cas, l’application de pénalités au titre des prestations principales ne saurait excéder un tiers du montant défini en V et 15% du montant total HT du marché tel qu’il a été effectivement exécuté.

Ce type de pénalités est cumulatif si la défaillance touche un ou plusieurs aspects autres de la prestation principale.

* + 1. **Obligations annexes**

L’exécution tardive des obligations annexes mise à la charge du maître d’œuvre donnera lieu à une pénalité égale à 100 euros par jour ouvré de retard avec un plafond fixé à 10% du montant de l’ordre de service ou 2 000 €, selon le scénario le plus favorable pour le titulaire. Ces obligations concernent notamment :

* La garde des possessions du maître d’ouvrage, avec l’absence de dégradations des biens du maître d’ouvrage pendant les prestations,
* les déclarations de sous-traitance,
* l’obligation de confidentialité,
* l’obligation de protection des données personnelles,
* l’obligation d’une gestion de ses ressources humaines compatible avec les objectifs de l’accord par le titulaire, comprenant la désignation d’un personnel encadrant, la formation et équipement du personnel intervenant, ainsi que le remplacement des personnels défaillants,
* la participation du personnel encadrant aux réunions de chantier avec les responsables d'immeuble, de sorte que chaque jour à partir du jour de carence compte pour l'application des pénalités,
* l’absence de présentation des autorisations d’exercer accordées au titulaire, malgré une demande du maître d’ouvrage en ce sens,
* l’ensemble des obligations qu’il doit honorer durant la phase de préparation et pour son suivi, ce qui inclut :
  + **l’obtention des éventuelles autorisations administratives nécessaires**,
  + la prise de dispositions de préventions spécifiques pour les risques dus à l’amiante si la présence de ce matériau a été signalée,
  + **un « repérage[[18]](#footnote-18) » général**, ,
  + **la mise en place et l’entretien des installations de chantier**,
  + **l’affichage, sur le chantier, du nom, de l’adresse et du numéro d’appel du médecin du travail ou du service de santé au travail compétent**, des services de secours d'urgence et de l'inspecteur du travail compétent, en application des articles D. 4711-1 et suivants du code du travail,
  + le cas échéant, en cas de délivrance d’un permis de construire pour le chantier, **l’installation d’un panneau pendant toute la durée d’affichage du permis**, qui précise son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse, en application de l’article R. 8221-1 du code du travail.
  + la création d’un **dossier d’exécution** qui sera remis au maître d’ouvrage avant la réception.
* l’obligation de sécurisation des zones de chantier et l’application des mesures de sécurité telles qu’elles sont énoncées dans les présentes, ce comprenant l’information des usagers et l’affichage,
* le devoir d’information, de conseil et de recommandation, en ce inclut la participation à la préparation de tous les plans de prévention avec les entreprises ou la transmission de toutes les pièces et dossiers nécessaires à l’exécution de la prestation,
* le respect par le titulaire de ses obligations en matière de protection de l’environnement, et notamment avec le traitement des déchets, la remise des bordereaux de suivi et le nettoyage des lieux après intervention,
* la transmission des informations concernant les changements de personnel ou de statut susceptibles d’affecter le déroulement de l’accord,
* la fourniture des documents administratifs démontrant qu’il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, ainsi que de l’attestation d’assurance,
* l’obligation d’assurer les garanties légales sur les prestations délivrées,
* le respect de toute autre obligation administrative.
  + 1. **Perte des badges d’accès**

En cas de perte ou de vol d’un badge d’accès confié au personnel du titulaire, celui-ci se verra facturer une pénalité forfaitaire de 75 euros correspondant au prix du badge et au travail nécessaire pour la configuration d’un nouveau badge dans le système du pouvoir adjudicateur.

# CONTENTIEUX

## Règlement amiable par médiation

Pour tout litige[[19]](#footnote-19) résultant de l’accord qui n’a pu être réglé entre les deux parties, ces dernières peuvent soumettre leur différent à un comité consultatif de règlement amiable, qui a pour mission de rechercher les éléments de droit et de fait pouvant permettre d’aboutir à une solution amiable et équitable.

La saisine de ce comité interrompt le cours des différentes prescriptions. Elle suspend les délais de recours contentieux jusqu’à la décision prise par le maître d’ouvrage après avis du comité.

La partie qui saisit d’un différend ou d’un litige le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l’expertise, s’il en est décidé une. Toutefois, l’autre cocontractant peut être contraint d’en rembourser tout ou partie, selon avis du comité en ce sens.

En application de l’article 4 de l’arrêté du 13 février 1992 portant création des comités consultatifs interrégionaux de règlement amiable des litiges, les litiges seront soumis au :

[**C.C.I.R.A. de Versailles**](https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends)

Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris

Direction des affaires juridiques

**5 rue Leblanc**

**75911 Paris cedex 15**

**e-mail :** [pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr](mailto:pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr)

**tel : 01.82.52.42.72**

**fax : 01.82.52.42.95**

## Clause attributive de compétence

En cas de contentieux, les deux parties font attribution de juridiction au :

[**Tribunal judiciaire d’Evry**](https://www.cours-appel.justice.fr/paris/tribunal-judiciaire-devry)

**9 rue des mazières**

**91012 Evry cedex**

**e-mail :** [**tj1-evry@justice.fr**](mailto:tj1-evry@justice.fr)

**tel : 01.60.76.78.00**

# ELECTION DE DOMICILE

Pour l’exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

# OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE

## Législation fiscale et sociale

Le titulaire, avec ses sous-traitants et cotraitants éventuels, ne peut exécuter l’accord s’il n’a pas produit, pour chacun d’entre eux, les documents suivants :

* Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu’ils ont satisfait à leurs obligations sociales et fiscales,
* Une attestation sur l’honneur arguant de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail,
* Une attestation d’assurance en cours de validité.

Par ailleurs, le titulaire s’engage à produire spontanément, pour lui-même ainsi que ses sous-traitants et cotraitants, sous peine de se voir appliquer une pénalité en raison de l’inexécution d’une obligation annexe :

* les attestations prouvant qu’ils ont satisfait à leurs obligations fiscales et sociales tous les 6 mois, y compris l’attestation de vigilance,
* une nouvelle attestation d’assurance dès que la précédente arrive à expiration.

## Assurance et responsabilité

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l’exécution de ses prestations. Sauf intervention directe du maître d’ouvrage, il est seul responsable des dommages que l’exécution de ces prestations peut causer à son personnel, à des tiers, à ses biens, à ceux du maître d’ouvrage ou à ceux de tiers.

* + 1. **Assurances**

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Assurance** |
| Objectif(s) | L’objectif est de garantir les parties contre les aléas liés directement ou indirectement à l’accord, qui pourraient leur causer un préjudice, voire mettre en péril leur activité. |
| Description | Le maître d’ouvrage prend à sa charge l’assurance des risques de dommages pesant sur ses propres locaux, ce qui ne dégage pas le titulaire de son obligation de s’assurer contre les risques liés sa responsabilité professionnelle ou pesant sur ses propres installations ou son personnel. Avant tout commencement d'exécution, le titulaire, les cotraitants éventuels et les sous-traitants doivent pouvoir justifier qu'ils ont contracté les assurances couvrant le maître d’ouvrage et tous les tiers éventuels contre les risques liés à leur activité, au moyen d’une attestation établissant l’étendue des responsabilités garanties.  Ces garanties doivent pouvoir compenser toutes les conséquences préjudiciables liées à l’exercice de leur activité professionnelle ainsi qu’à l’exécution des prestations, et notamment les dommages causés aux tiers et au maître d’ouvrage dont le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants pourraient être tenus responsables dans les conditions de droit commun, ce qui inclut les accidents, incendies, explosions, intoxications, vols, dégâts des eaux, et plus généralement tous les préjudices subis par leur personnel ou provoqués par eux, tant sur les lieux des prestations que pendant les trajets et déplacements vers ces sites.  Le titulaire doit également prévoir de s’assurer contre tous les préjudices qu’il subit lui-même en cas de dégradations de tous ordres (vols, incendies) occasionnées par des tiers lors de son intervention.  Les contrats d’assurance doivent comporter une limite de garantie annuelle proportionnée aux risques encourus et plafonner la franchise à une somme raisonnable. Cette franchise ne doit pas être opposable aux victimes. |
| Contrôle | Des attestations d’assurance justifiant des couvertures requises et du paiement des cotisations devront être fournies au maître d’ouvrage avec l’offre du titulaire puis, spontanément, chaque année, à la date d’anniversaire de l’accord ainsi qu’à l'appui de son projet de décompte final. Pendant toute la durée des prestations, le titulaire, les cotraitants éventuels et les sous-traitants qu’il aura désignés devront rester en mesure de produire une attestation dans les 15 jours suivant une demande du maître d’ouvrage.  Si le titulaire contrevient à ces prescriptions, le maître d’ouvrage peut appliquer les pénalités d’usage et contracter à sa place et à ses frais, 5 jours suivant une mise en demeure restée infructueuse, la ou les polices nécessaires. Le montant des primes d’assurances correspondant est alors retenu sur les sommes dues au titulaire.  Par ailleurs, le titulaire doit informer le maître d’ouvrage de toute modification dans ses qualifications ou ses polices d’assurance dans le mois qui la suit en fournissant une nouvelle attestation. Si les clauses résultant de cette modification ne sont pas conformes au présent accord, le maître d’ouvrage peut exiger du titulaire qu’il souscrive une extension de garantie. |

|  |  |
| --- | --- |
| Prestation | Obligation annexe |
| Libellé | **Assurance de responsabilité civile décennale** |
| Objectif(s) | Conformément à l’article L. 241-1 du code des assurances, le titulaire a l’obligation de garantir le maître d’ouvrage contre les malfaçons relevant de sa responsabilité et susceptibles d’affecter la solidité des ouvrages réalisés ou qui, les affectant dans leurs éléments constitutifs ou leurs éléments d’équipement, pourraient les rendre impropres à leur destination. |
| Description | Le titulaire, les cotraitants éventuels et les sous-traitants doivent toujours, en toute circonstance, avoir souscrit une assurance décennale valide pour toute la durée du chantier depuis l’ouverture jusqu’à son parfait achèvement et pouvoir en justifier, au moyen d’une attestation établissant l’étendue des responsabilités garanties pour lesquelles ils ont contracté cette assurance.  Ces garanties doivent être conformes aux dispositions légales qui s’appliquent lorsque cette obligation décennale est rendue obligatoire par la loi.  Le contrat d’assurance concerné doit comporter une limite de garantie annuelle proportionnée aux risques encourus et plafonner la franchise à une somme raisonnable. |
| Contrôle | Les attestations d’assurance décennale devront être spontanément fournies au maître d’ouvrage avec l’offre du titulaire, puis chaque année, à la date d’anniversaire de l’accord. Pendant toute la durée des prestations, le titulaire, les cotraitants éventuels et les sous-traitants qu’il aura désignés devront rester en mesure de produire une attestation dans les 15 jours suivant une demande du maître d’ouvrage.  Si le titulaire contrevient à ces prescriptions, le maître d’ouvrage peut appliquer les pénalités d’usage et contracter à sa place et à ses frais, 5 jours suivant une mise en demeure restée infructueuse, la ou les polices nécessaires. Le montant des primes d’assurances correspondant est alors retenu sur les sommes dues au titulaire.  Par ailleurs, le titulaire doit informer le maître d’ouvrage de toute modification dans ses qualifications ou ses polices d’assurance dans le mois qui la suit en fournissant une nouvelle attestation. Si les clauses résultant de cette modification ne sont pas conformes au présent accord, le maître d’ouvrage peut exiger du titulaire qu’il souscrive une extension de garantie. |

* + 1. **Responsabilité**

Les règles d’attribution de responsabilité relèvent de la loi : les diverses dispositions relatives aux délits et quasi-délits civils, et notamment les articles 1240 et suivants du code civil ainsi que la loi pénale en ce qui concerne la sanction des infractions.

Le titulaire est responsable de tous les préjudices causés au maître d’ouvrage ou à des tiers par ses préposés, dits « commettants ». Et le maître d’ouvrage ne pourra en aucun cas être tenu responsable des dommages de toute nature causés par le titulaire, dès lors que ce dernier aura agi hors du cadre strictement défini par le présent accord.

Si le maître d’ouvrage est seul garant de la sauvegarde des informations dont il est propriétaire, le titulaire est responsable des informations que ses préposés auront détruites ou indûment divulguées au cours de ses prestations et en assumera les conséquences financières.

Il pourra être procédé à une réfaction sur facture à hauteur du montant total correspondant au préjudice subi par le maître d’ouvrage, le cas échéant.

Fait en un seul original, à EVRY, le

Pour le maître d’ouvrage, Pour le titulaire,

Le Directeur général adjoint de la (cachet et signature)

Caisse primaire d’Assurance maladie de l’Essonne

**Frédéric BAYSSELANCE**

1. Article 1103 du code civil : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. » [↑](#footnote-ref-1)
2. par opposition aux matières extraites des minéraux [↑](#footnote-ref-2)
3. Sont considérées comme des cloisons sèches les cloisons composées de plaques de parement fixées par vissage sur une ossature en métal ou en bois [↑](#footnote-ref-3)
4. Le plan général d’implantation est un plan orienté qui détermine la localisation des ouvrages et des prestations à effectuer par le titulaire, en planimétrie et en altimétrie, s’il y a lieu, par rapport à des repères fixes. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le repérage général consiste à reporter sur le terrain la position des ouvrages et prestations définies par le plan général d’implantation, au moyen de repères numérotés. Il est effectué contradictoirement avec le maître d’œuvre.

   Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d’ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, dépendant du maître d’ouvrage ou de tierces personnes, le titulaire demande à ces derniers les sondages préalables en trois dimensions des ouvrages souterrains en vue de leur report exact sur le terrain par un piquetage spécial, lui-même reporté sur le plan général d’implantation.

   Si ces ouvrages sont découverts après la notification de l’ordre de service, le titulaire doit en informer le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre avant toute intervention. Il est alors procédé contradictoirement aux sondages et relevés nécessaires au repérage spécial de ces ouvrages.

   L’ensemble des opérations de piquetage est compris dans le prix du titulaire et donne lieu à la rédaction de procès-verbaux. [↑](#footnote-ref-5)
6. L’avant métré est le calcul précis des quantités de matériaux et de main d’œuvre nécessaires à la réalisation des prestations et ouvrages prévus. [↑](#footnote-ref-6)
7. Selon l’article 2044 du code civil, « la transaction est un contrat par lequel les parties (…) préviennent une contestation à naître ». « Ce contrat doit être rédigé par écrit ». [↑](#footnote-ref-7)
8. Le maître d’ouvrage est la personne morale pour laquelle les ouvrages sont réalisés. Il est le responsable principal de leur construction, de leur rénovation ou de leur démolition, ainsi que l'acheteur pour le compte duquel les prestations objet de l’accord sont réalisées par le maître d'œuvre et pour lequel les travaux sont exécutés par les opérateurs économiques chargés du chantier. [↑](#footnote-ref-8)
9. Le titulaire est l’opérateur économique qui conclut l’accord avec le maître d’ouvrage. En cas de groupement de plusieurs opérateurs économiques, le titulaire est le mandataire de l’ensemble des membres du groupement qui auront signé le présent accord ou qui lui auront donné pouvoir de le signer en leur nom, à charge pour lui de les représenter auprès du maître d’ouvrage. [↑](#footnote-ref-9)
10. Le maître d’œuvre conduit la prestation, s’assurant de la bonne exécution de l’accord-cadre pour le compte du maître d’ouvrage [↑](#footnote-ref-10)
11. Article R2191-46 du code de la commande publique ; « Lorsque le titulaire de l’accord souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe l'acheteur qui lui communique :

    1° Soit une copie de l'original de l’accord revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant de l’accord ;  
    2° Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définis par un arrêté du ministre chargé de l'économie figurant en annexe du présent code. »

    De plus, au titre de l’article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un accord public notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. » [↑](#footnote-ref-11)
12. Article L2113-10 du code de la commande publique : « Les accords sont passés en lots séparés, sauf si leur objet ne permet pas l’identification de prestations distinctes. » [↑](#footnote-ref-12)
13. Selon l’article 115 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, constitue un règlement partiel définitif un règlement non susceptible d’être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l’établissement du solde. [↑](#footnote-ref-13)
14. Dans le cadre du présent article, les résultats sont entendus de tous les éléments de créativité intellectuelle, quels qu’en soient la forme, la nature et le support, qui sont utilisés pour l’exécution des prestations et plus généralement tout ce qui, est protégé par des droits de propriété intellectuelle, de propriété industrielle ou par tout autre mode de protection similaire, tels que le savoir-faire, le secret des affaires ou le droit à l’image des biens ou des personnes. Parmi les résultats, on peut recenser les essais et objets d’art, les études et conclusions, les créations et inventions brevetables, les méthodes et procédés, les maquettes et produits, les prototypes, matériels et échantillons, les développements informatiques, les logiciels et bases de données, les spécifications, les dessins, les informations, les dénominations, les logos et les marques qui sont protégés au titre du code de propriété intellectuelle. Dans le cadre du présent accord et conformément à l’article L. 112-4 du code de la propriété intellectuelle, les actes du titulaire ne sont considérés comme des actes protégés par le droit d’auteur qu’à la condition qu’ils présentent un caractère original tel qu’il est apprécié souverainement par les juges du fond. [↑](#footnote-ref-14)
15. Les connaissances antérieures désignent tous les résultats, quels qu’en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l’exécution des prestations et qui appartiennent, au jour de la notification de l’accord, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence. [↑](#footnote-ref-15)
16. Le « savoir-faire » est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui revêt un caractère secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible, substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats et identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité. La définition du savoir-faire est issue du règlement (UE) n° 316/2014 de la Commission du 21 mars 2014 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords de transfert de technologie. [↑](#footnote-ref-16)
17. La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l’exécution d’une convention, s’engage à quelque chose en cas d’inexécution. « Lorsque le contrat stipule que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages et intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre ». [↑](#footnote-ref-17)
18. Le repérage général consiste à reporter sur le terrain la position des ouvrages et prestations définies par le plan général d’implantation, au moyen de repères numérotés. Il est effectué contradictoirement avec le maître d’œuvre.

    Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d’ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, dépendant du maître d’ouvrage ou de tierces personnes, le titulaire demande à ces derniers les sondages préalables en trois dimensions des ouvrages souterrains en vue de leur report exact sur le terrain par un piquetage spécial, lui-même reporté sur le plan général d’implantation.

    Si ces ouvrages sont découverts après la notification de l’ordre de service, le titulaire doit en informer le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre avant toute intervention. Il est alors procédé contradictoirement aux sondages et relevés nécessaires au repérage spécial de ces ouvrages.

    L’ensemble des opérations de piquetage est compris dans le prix du titulaire et donne lieu à la rédaction de procès-verbaux. [↑](#footnote-ref-18)
19. Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

    - soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du maître d'ouvrage et faisant apparaître le désaccord ;  
    - soit du silence gardé par le maître d'ouvrage à la suite d'une mise en demeure adressée par le maître d'œuvre l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;  
    - soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans les délais contractuels. [↑](#footnote-ref-19)